Vol. 8 • No. 3 • Du 30 Juillet au 4 Août 2014
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Pa vote pòv, pa vote kominis, vote piyajè, vote dilè dwòg, vote kidnapè!

Page 6

English Page 9

CABÈCHE ET CHARLEMAGNE PÉRALTE: DEUX GLOIRES NATIONALES



Le sang dessalinien de Péralte ne fit qu'un tour dans ses veines. Il était prêt pour tous les dépassements y compris le sacrifice suprême.

Voir page 4



28 juillet 1915-28 juillet 2014 : 99 ans d'occupation d'Haïti

Page 7

MARTISSANT : ASSASSINAT D'UN CHEF DE GANG



Voir page 4

Connu sous le nom Ti-kenkenn, Mackendy François âgé de 29 ans a été assassiné à Martissant 23, le mercredi 23 juillet 2014, par l'un des membres de son gang. Il s'agit de Joseph Kénol, selon la Police, mais l'intéressé s'est identifié à la radio sous le nom de Pierre Richard Jean, alias Dòy



Destruction sociale et chaos mondial, l'essence de l'empire néolibéral !

Page 10



Des milliers d'Israéliens manifestent à Tel Aviv contre la guerre à Gaza

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wendell Polynice
Daniel Tercier
Oxygène David

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Les enjeux de la déstabilisation!

Par Berthony Dupont

Après la Somalie, le Darfour, l'Ethiopie et l'Irak, la Libye est actuellement en pleine ébullition. Comme il était facilement prévisible, les convoitises des pays impérialistes et de leurs agents locaux n'étaient autres que de détruire ce pays. Ainsi, depuis leur assassinat en 2011 du père de la révolution Libyenne, Mouammar Kadhafi, ce pays sombre dans le désordre anarchique de toutes ces différentes milices qui avaient reçu de l'assistance pour se battre contre Kadhafi mais qui se retournent maintenant les unes contre les autres.

Cette semaine, les vautours impériaux dont les Etats-Unis, la France, le Canada, le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie et le Portugal ont annoncé non seulement qu'ils vont fermer leur ambassade en Libye, mais ont demandé également à leurs ressortissants de quitter ce pays, en raison des violences et de la dégradation de la situation sécuritaire ; sans avoir eu le courage de dire qu'ils sont les véritables responsables de cette anarchie, puisqu'ils avaient tout fait pour créer les conditions d'une guerre civile sauvage et chaotique. N'est ce pas le moment de rappeler la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée le 26 février 2011 autorisant le recours à la force contre le régime de Kadhafi, engendrant les raids aériens de l'Otan ? Sept mois de bombardements aériens, 26.323 sorties, 9.658 raids de bombardement, 7.700 bombes et missiles tirés sur la Libye, jusque là stable.

Haïti n'est pas exempte d'une telle situation d'anarchie, considérant les différents gangs liés au pouvoir qui occupent le haut du pavé, et l'occupation onusienne qui les tolère en sous-main. Ces ennemis de la liberté des peuples, pour ne pas dire ces loups affamés occidentaux quand ils s'engouffrent dans une bergerie, ce n'est jamais pour faire la paix, mais pour la déstabilisation totale jusqu'à ce que guerre s'en suive. A ce compte, nous pouvons plus ou moins comprendre l'objectif des deux derniers coups d'Etat en Haiti et de plus le rôle qu'a toujours joué la mission onusienne de stabilisation qui n'est autre qu'une force d'occupation et de déstabilisation propre à cacher les mains criminelles occidentales particulièrement celles du triumvirat Etats-Unis, France et Canada.

Depuis le coup d'Etat du 30 septembre 1990, on se souvient qu'ils avaient lancé à l'assaut du peuple haïtien de fieffés mercenaires, des trafiquants de drogue, des assaillants chevronnés tels que : Emmanuel Toto Constant, Louis Jodel Chamblain, Michel François, Joseph Michel Martelly, Guy Philippe, Ravix Ramissainthe pour ne citer que ces tristes et veules échantillons.

Le pays est occupé par la Minustah depuis 10 années au cours desquelles il n'y a jamais eu d'élections démocratiques. Raisonnablement, quand on perd sa souveraineté, on ne peut rien faire qui soit libre, honnête et crédible, rien qui ait la marque de choix souverains. Le rôle des forces occupantes, c'est d'accompagner le régime en place afin qu'il impose de fausses données pour légitimer de faux résultats. Les élections de 2010, en facilitant aussi la validation d'un faux président en la personne du grotesque Michel Joseph Martelly équivalent bel et bien à un crime contre l'Humanité, et aussi un crime de lèse-patrie.

Allons nous donc accepter d'embrasser les «élections» supposées d'octobre, nous emmenant à valider l'inacceptable, tandis que les responsables feignent l'ignorance face à des malversations de coulisse, malgré tous les cris de protestation venant de toutes parts de la population ! Les élections que nous prépare la Communauté Internationale en ces temps-ci ne visent qu'à salir davantage l'image du pays et à opposer les éléments des masses populaires les uns aux autres afin d'allumer et d'entretenir de nouveaux foyers de tensions et de troubles au sein du peuple.

Les différents groupes de gangs qui déstabilisent la Capitale, notamment dans les quartiers populaires, soit à Bel-air, Grand Ravine, ou Cité Soleil ne sont-ils pas la résultante de la déstabilisation entamée pour nous faire sombrer davantage dans l'horreur ? Les chefs de gang proches du gouvernement tels Clifford Brandt, Woodley Ethéard alias Sonson la Familia ne sont-ils pas dans une prison dorée se la coulant douce quelque part à la Croix des Bouquets ! Pourquoi, jusqu'à ce jour, n'avons-nous rien entendu qui soit en rapport avec un quelconque jugement de ces deux larrons ?

C'est seulement dans un pays où les gangs font la loi qu'un homme aussi proche du pouvoir comme Evinx Daniel, ait pu disparaître sans laisser de traces; tandis que la présidence fait la sourde oreille et reste muette, alors que quelques semaines auparavant le président dormait chez son *asòs*. Et que dire de la justice restée impassible et impavide sans mettre aucune action en mouvement. L'assassinat de Mackendy François, plus connu sous son nom de chef de gang « Ti kenkenn », par son lieutenant Joseph Kénold Junior, alias « Junior Doy » est une autre preuve montrant combien le pays est infesté de bandits et sombre dans plus de déstabilisation. Qui pis est, ces voyous sont financièrement soutenus par des partis politiques ainsi que par des ONG. A bien considérer cet encouragement tacite à la violence anarchique des gangs, ce n'est pas sans raison que les villes sont abandonnées, que la misère s'est installée, que les kidnappings sont monnaie courante, que les assassinats ciblés ou non sont devenus habituels, ce, juste pour terroriser les masses populaires.

C'est vrai qu'aujourd'hui plus que jamais, face à ce bilan d'atrocités et de faillite, l'heure est grave devant cette situation d'encouragement à la violence anarchique qui risque de devenir irréversible. Les puissances occupantes approuvent et appuient tout ce que fait le régime de Martelly-Lamothe et pourtant à maintes reprises, elles annoncent aux ressortissants Américains, Canadiens ou Français par un communiqué de leur ambassade le «danger» du banditisme en Haïti.

Le sort tragique qui est fait aujourd'hui aux masses populaires de la Libye est de même source que celui fait au peuple haïtien et à tous les peuples appauvris, affamés. Nous devons lutter contre ces forces occupantes, car il n'y a pas de « fatalité », pas de « malédiction ». Ce qu'il nous faut reconnaître, c'est de lutter et de combattre le pouvoir de nuisance et de mort du système capitaliste !

Haïti, chronique d'une crise électorale (11) CEP, bis repetita

Par Catherine Charlemagne

Comme il fallait s'y attendre, le CEP de Me Fritzto Canton n'a accouché que d'une souris. En effet comme nous l'avions prévu et nous n'étions pas les seuls, il est vrai, Me Fritzto Canton n'a pu garder la présidence du Conseil Electoral Provisoire (CEP) et ce, malgré toutes les tentatives du chef de l'Etat, Michel Martelly, en sa faveur et même avec une majorité de conseillers progouvernementaux. Dans l'une de nos chroniques, on avait dit que c'était un non sens, voire un manque de respect pour les autres membres de désigner un Président pour le CEP tant qu'il n'est pas complété. Cette situation aurait été intenable si l'on devait garder le même Président à la tête du CEP devenu complet. L'explication en est simple. Légalement, le Conseil Electoral, même provisoire, si l'on doit respecter la Constitution amendée, comprend neuf (9) membres désignés par les trois pouvoirs constitués : exécutif, législatif et judiciaire. Mieux, même les pourparlers de l'hôtel El Rancho et de Best Western n'avaient pas modifié le mode de désignation.

Certes, il y a les six sénateurs plus radicaux qui ne veulent pas entendre parler de ce mode de désignation, réclamant, sans trop y croire d'ailleurs, un CEP sur l'ancien modèle de l'article 289, formé d'une cohorte de membres venus de tous les horizons. Dans l'ensemble, tout le monde sait que le CEP devant organiser les prochaines élections, que ce soit cette année ou l'année prochaine, doit avoir neuf membres. La question était de savoir quand et comment y parvenir dans la mesure où le Président de la République tenait mordicus à s'accaparer la présidence de cet organisme sensible par tous les moyens. Dans deux chroniques successives, nous avons rappelé la saga de cette « obsession » du Président Martelly pour avoir le contrôle du CEP par le biais de son Président. Il a tout tenté, tout essayé. Il a « détruit » beaucoup de compétences, voire des personnalités de qualité dans son entêtement pour avoir un homme à lui au sommet de cette institution dont le passé récent démontre qu'elle a du mal à garder son indépendance par rapport à l'argent, au Palais national et à la Communauté internationale. Ce qu'on verra plus loin à propos de Max Mathurin.

Jusqu'au bout, et cela aurait pu continuer à l'infini sans la persistance et la résistance de deux conseillers : Me Néhémie Joseph et Léopold Berlanger. Le Président Martelly rêvait toujours de placer un de ses fidèles au poste de commandement au CEP. Pourtant, l'évidence sautait aux yeux de l'équipe du Palais national, les choses ont changé. L'opposition, celle ayant le plus de crédit dans l'opinion publique, ne tenait point à se faire berner une énième fois par la présidence de la République. Du régime des généraux au Président René Préval pendant deux fois, en passant par les administrations de Jean-Bertrand Aristide, tous ont roulé dans la farine l'opposition qu'ils avaient en face d'eux. Cette fois-ci et pour une fois, l'opposition, même en ayant sa part de responsabilité dans cette crise préélectorale, n'entend pas se faire dicter son comportement, encore moins sa décision à participer ou non à une joute électorale par le gouvernement.

Chose encore plus surprenante, jusqu'à maintenant les principales organisations politiques résistent aux pressions diverses et variées venues d'une grande partie de la Communauté internationale jouant, comme à son habitude, un double jeu. D'un côté, elle encourage le pouvoir à organiser des élections cette année 2014. De l'autre, elle cautionne, en gardant un silence complice, les turpitudes du chef de l'Etat qui marche à reculons en fomentant des coups tordus soit au Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ), soit au CEP, etc. pour retarder l'échéance pour 2015. Finalement, on a assisté à un véritable bras de fer entre les deux parties sur ce dossier du CEP. Comprenant qu'il ne pourrait gagner la partie, le Président de la République a dû abandonner cette idée, certains diraient même cette tradition qui veut que le Président du CEP soit une marionnette du Palais national. Et naturellement ce qui devait arriver arriva.

À l'arrivée des deux nouveaux conseillers au CEP après âpres négociations et maintes péripéties rejoignant ainsi les deux qui s'étaient mis en réserve de l'institution et beaucoup plus indépendants que d'autres, le pouvoir au sein du Conseil a finalement basculé. Pour la première fois de l'histoire du Conseil Electoral Provisoire, son Président n'est pas identifié ou catalogué proche de la présidence de la République. Dans la foulée, c'est aussi la première fois depuis l'arrivée du Président Martelly que le patron du CEP n'est pas issu des trois membres nommés par le chef de l'Etat. Signe que l'opposition a au moins remporté une bataille même si la guerre est loin d'être finie. Mais est-ce à dire que le nouveau Président de l'organisme électoral est au-dessus de toutes critiques ? La question mérite d'être posée par le fait même qu'il n'est pas un nouveau venu dans l'arène. En Effet, Max Mathurin, désigné par le Corps législatif, est un ancien conseiller et ancien Président d'un CEP. Il a forcément un actif et un passif devant la communauté nationale et internationale.

D'abord Max Mathurin est bien connu des haïtiens. C'est sa signature qu'on retrouve au bas du parchemin du journal officiel, Le Moniteur, proclamant le citoyen René Préval élu Président de la République en 2006, au lendemain du fameux scrutin organisé sous le gouvernement du régime intérimaire dirigé par le tandem Boniface Alexandre ayant le titre de Président provisoire et Gérard Latortue Premier ministre suite au renversement en 2004 du Président légitime Jean-Bertrand Aristide. Cette élection devait rester célèbre dans les annales haïtiennes du fait de l'incapacité du Président de ce Conseil Electoral Provisoire d'alors à prendre une décision de concert avec les autres membres de l'institution suivant les données exactes qui étaient à leur disposition. Néanmoins, à son actif, Max Mathurin a su tenir la barque de ce CEP malgré une période de grande tension sociale et d'enjeux politiques divers jusqu'à sa dissolution en 2007 par ce même René Préval devenu Président de la République une seconde fois. Mais Max Mathurin, c'est aussi l'homme qui est responsable de faits gravissimes et insolites durant son mandat de Président du Conseil Electoral Provisoire.

De faits gravissimes disons-nous. Le mot n'est pas trop fort s'agissant de bulletins de vote éparpillés à travers le pays. Les plus emblématiques ont été ceux trouvés dans une décharge publique du côté de la localité de Titanyen au nord de la capitale haïtienne, Port-au-Prince, le jour de cette fameuse élection. Tous les bulletins étaient en faveur du candidat du Parti Lespwa (espoir), René Préval. Ensuite, il y eut l'histoire de ce panneau de tabulation avec lequel quelqu'un, on n'a jamais su de qui c'était, s'amusait à jouer avec le nombre de voix des deux principaux candidats : Leslie F. Manigat du RDNP et René Garcia Préval de Lespwa. L'histoire retiendra qu'un certain Jacques Bernard qui occupait le poste stratégique de Secrétaire général du CEP avait, semble-t-il, le plein pouvoir sur ce fameux fichier. Enfin, Max Mathurin a aussi comme passif la célèbre baignade grandeur nature de la population de Port-au-Prince dans la piscine de l'hôtel Montana au haut Bourdon, en présence de l'archevêque anglican Sud-africain, Desmond Mpilo Tutu, prix Nobel de la paix, qui séjournait en Haïti en tant qu'observateur électoral.

Les partisans de René Préval, s'apercevant qu'on jouait durant plusieurs jours au qui perd gagne avec leur vote, avaient décidé de se faire entendre. Ils voulaient faire comprendre qu'ils n'avaient nullement l'intention de laisser leur vote passer en perte et profit. D'où l'idée d'aller se rafraichir au Montana là où résidaient les responsables de la MINUSTAH, histoire de voir et d'être vus par ceux qui font et défont les chefs d'Etat haïtiens ces dernières années. Ainsi, le nouveau Président du Conseil Electoral Provisoire, Max Mathurin, peut bien glorifier son passage à la tête de cette institution entre 2005 et 2006, mais il ne fera croire à personne en Haïti que son arrivée au sein du CEP doit être considérée comme l'ultime recours et une garantie pour des élections sans risques de dérapages ni obéissance aux injonctions ou dictat de la Communauté internationale. Si l'opposition, dans son ensemble, semble accepter, faute de mieux, qu'il préside l'organisme électoral en lieu et place des différentes personnalités nommées par le Président Martelly, il est loin d'être l'homme en qui l'on mettra toute sa confiance. Ce bis répétita n'est que circonstanciel. D'ailleurs, le groupe des six sénateurs, même dos au mur aujourd'hui, reste pour le moment figé sur leur position. Preuve que le nouveau Président, même venu du Parlement, ne fait pas l'unanimité et qu'il restera sous la surveillance des plus radicaux. Mais le retour à cette fonction de ce vieux routier qui connaît du monde et qui n'avait pas dit son dernier mot, signe aussi l'échec du Président Michel Martelly qui voulait à tout prix imposer un de ses partisans pour garantir la victoire de son Parti Haïtien Tèt Kale (PHTK) aux prochaines joutes électorales. Il reste maintenant au chef de l'Etat de gagner la bataille de la loi électorale en la faisant voter au Sénat. Mais là, gare aux excès de langage et ce d'où qu'ils viennent.

C.C


Max Mathurin, c'est aussi l'homme qui est responsable de faits gravissimes et insolites durant son dernier mandat de Président du Conseil Electoral Provisoire

Fanmi Lavalas: troisième édition de l'université d'été


Dr. Maryse Narcisse et Professeur Eddy Labossiere


De gauche à droite : Mr. Lionel Etienne, Professeur Wesner Emmanuel et Dr. Gerald Gilles

Par Yves Pierre-Louis

« Investir dans l'humain par la décolonisation mentale », tel est le thème retenu par l'Organisation politique Fanmi Lavalas pour la réalisation, cette année de sa troisième édition d'université d'été qui s'est déroulée à la Fondation Aristide pour la démocratie, du 22 au 24 juillet 2014. Durant ces trois jours, plus de 500 personnes ont activement participé dans ces activités intellectuelles, dont l'objectif était de renforcer la capacité de réflexion, d'analyse, de production d'idées, de compréhension des mécanismes de fonctionnement d'un Etat démocratique.

Les différentes thématiques développées par des professeurs d'université, des journalistes expérimentés et des jeunes universitaires ont tourné autour du concept d'Investir dans l'humain par la décolonisation mentale, au niveau de la gouvernance : l'Etat et les institutions, l'Economie haïtienne et le système éducatif. Des ateliers animés par des jeunes universitaires autour des sous-thèmes : Décolonisation mentale pour une éducation sans préjugées, jeunesse et décolonisation mentale, décolonisation mentale pour un leadership politique éclairé, l'impact du néolibéralisme sur l'économie haïtienne ont été autant de thématiques qui figuraient à l'ordre du jour de l'université d'été de 2014 de Fanmi Lavalas.

Dans ses propos d'ouverture, la coordonnatrice du Comité exécutif de l'Organisation politique Fanmi Lavalas, Dr. Maryse Narcisse, désignée candidate à la présidence, a su bien définir les deux concepts qui forment le thème central de l'université d'été de 2014 de Fanmi Lavalas : Investir dans l'Humain par la décolonisation mentale : « La décolonisation de conscience est nécessaire pour réussir dans la lutte que nous menons pour le développement de notre pays. Cette décolonisation mentale implique plusieurs aspects que je voudrais aborder avec vous. La décolonisation des esprits inclut : la décolonisation des structures politiques, des systèmes juridiques et administratifs, des attitudes mentales, des styles de vies, etc. Il faut mettre en question les modèles et habitudes hérités du système colonial. Cela doit se faire essentiellement à travers l'éducation. »

Il faut toutefois rappeler que le concept de décolonisation mentale a été introduit dans le vocabulaire intellectuel haïtien par le Dr. Jean Bertrand à travers son livre : « Haïti-Haiti, poésie philosophique pour la décolonisation mentale. » Le livre qu'il a écrit durant son exil en Afrique du Sud de 2004 à 2011. Pour l'auteur de ce livre, la

Suite à la page (16)

Martissant : Assassinat d'un chef de gang



Tikenkenn venait de célébrer son 29e anniversaire quand Dòy et d'autres membres du gang l'ont assassiné

Par Thomas Péralte

Connu sous le nom Ti-kenkenn, Mackendy François âgé de 29 ans a été assassiné dans sa résidence à Martissant 23, le mercredi 23 juillet 2014, par l'un des membres de son gang. Il s'agit de Joseph Kénol, selon la Police ; mais l'intéressé s'est identifié à la radio sous le nom de Pierre Richard Jean, alias Dòy, âgé lui aussi d'une vingtaine d'années. Tikenkenn venait de célébrer son 29e anniversaire quand Dòy et d'autres membres du gang, composé d'une quinzaine de jeunes qui commettent toutes sortes de crimes : meurtres, assassinat, kidnapping, viols, vols et autres pour le compte de Tikenkenn, sous les yeux des autorités, sont allés lui rendre visite.

Tikenken opérait également à la solde de certains chefs du pouvoir tètkale. Selon certaines informations, il circulait en toute quiétude dans des véhicules flambant neuf de marque Nissan Patrol à vitres teintées. Il fréquentait la Primature, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, le ministère de la Justice et de la Sécurité publique. Il était partout où il y avait des fêtes, bals et autres ambiances populaires. Récemment, le 14 juin dernier, il était devant la station de radio Caraïbes FM qui fêtait son anniversaire ; alors que la Police disait qu'elle était à la recherche de Tikenkenn, pour son éventuelle participation dans des crimes dont l'assassinat du policier Walcky Calixte, sur l'ordre du député de la 3e circonscription de Port-au-Prince, N'Zounaya Bellange Jean-Baptiste, et le couple Dorsinvil, le 8 février 2014 à Bois-Patate, un quartier résidentiel de la capitale.

Ces derniers temps, une centaine de personnes ont été tuées lors des affrontements de deux gangs : Base Pilate dirigée par des policiers située à l'avenue Bolosse, banlieue sud de Port-au-Prince et le gang de Tikenkenn à Grand-Ravine. La raison principale de l'assassinat de Tikenkenn n'est pas encore élucidée. Tikenkenn aurait commis tellement de crimes pour le pouvoir tètkale et ses proches, qu'il serait devenu selon plus d'un, un colis encombrant pour le pouvoir: il devait être éliminé définitivement. Est-ce cela qui lui a coûté la vie ? L'assassinat de Tikenkenn n'était-il pas un coup monté de toutes pièces pour empêcher que la lumière soit faite sur certains crimes et que la justice n'arrive pas à découvrir la vérité, surtout dans les deux cas cités ci-dessus ?

Dans ses déclarations, l'assassin de Ti kenkenn, Pierre-Richard Jean, parle de Ti Kenkenn comme d'un jeune bienfaiteur qui, au début, partageait le butin des rançons avec les membres de son gang. C'est pour cela qu'il était arrivé à intégrer le gang, pour parvenir à échapper à la situation décevante réservée aux jeunes après le cycle de fin d'étude secondaire. « Notre avenir est incertain, le gouvernement ne fait rien pour soulager notre misère. Après nos études, nous ne trouvons pas d'emplois. Les jeunes sont totalement livrés à eux-mêmes. Là où nous vivons, il n'y a pas d'électricité et aucune activité de développement, pas de soins de santé. Nous sommes obligés comme jeunes préparés à inféoder le gang de Ti kenkenn pour avoir de quoi vivre avec notre femme et nos enfants. Ti kenkenn aimait qu'on l'appelle chef ou "boss". Pour cela seulement, il donne de l'argent à n'importe qui l'appelle "chef". »

Éventuellement, le comportement de Ti kenkenn a changé avec ses acolytes quand il a commencé à s'adonner à de somptueuses et délictueuses extravagances. Le vase a débordé quand le «boss» a refusé de partager avec les membres de son gang du gros fric reçu d'une ONG. Au lendemain de son anniversaire, les «camarades» sont allés se plaindre. Ti Kenkenn aurait ouvert le feu sur eux. Il y a eu une rapide riposte : « Nous lui logeons des projectiles jusqu'à ce qu'il ne bouge pas. Nous ne pouvons pas compter combien de balles qu'il a reçues. En suite son cadavre a été inhumé immédiatement dans un cimetière de la zone et c'en est fait. », c'est ce qu'a rapporté Dòy.

La police était intervenue quelques heures après, a exhumé le cadavre et l'a transporté à la morgue de l'Hôpital général. En ce qui concerne la distribution d'armes en grande quantité à Grand-Ravine, Dòy a indiqué que c'est en 2005 sous le régime de facto d'Alexandre-Latortue que cette distribution a commencé. « Quand j'étais très jeune à l'école, des armes ayant été distribuées à Grand-Ravine, les armes restent à Grand-Ravine», a-t-il ajouté.

l faut rappeler que sous le gouvernement Lavalas du Président Jean Bertrand Aristide un Lycée a été construit à Grand-Ravine. C'est grâce à ce lycée que des jeunes ont pu trouver le pain de l'instruction. Etant donné qu'il n'y a pas eu de suivi, les jeunes se sont livrés à la délinquance et ils représentent aujourd'hui une menace pour la paix sociale. La situation sociale d'insécurité, de banditisme, de violence qui sévit à travers différents quartiers populeux de la zone métropolitaine de Port-au-Prince est la conséquence directe du modèle économique et du développement social imposé à Haïti depuis le début des années 80, de l'application de la politique néolibérale.

Ce plan de la mort a débuté avec la destruction des porcs créoles et de la production agricole dans sa quasi-totalité, l'ajustement structurel et la privatisation des entreprises publiques jetant sur le pavé des dizaines de travailleurs. Le chômage ne cesse de grimper, les fils des travailleurs ne savent à quel saint se vouer pour soulager leur misère chronique. Et, aujourd'hui, ce plan de la mort est passé dans sa phase ultime qu'est la chasse des paysans sur leurs lopins de terre.

En général, la mise en application de ce plan de la mort produit le phénomène de bidonvilisation de la capitale, engendrant la situation d'insécurité, d'armement des quartiers populeux de la capitale. Le pouvoir en place en profite pour semer la terreur et le deuil dans les familles. Le pouvoir tekale de Martelly-Lamothe n'offre aucune alternative aux jeunes que 3 carnavals l'an. Chaque année depuis son arrivée au pouvoir, la rentrée des classes au début du mois de septembre a été compromise à cause du carnaval des fleurs, une pratique qui remonte de la dictature des Duvalier. Déjà, cette année, le bilan s'est soldé par 3 morts et des centaines de blessés durant les 2 premiers jours.

Et, à la veille de cette bamboche macoutique-martelliste, l'insécurité est montée d'un cran à Port-au-Prince. Des bandits armés rançonnent à longueur de journée les petits commerçants, les clientèles de banque et les visiteurs d'Haïti. Avant hier lundi 28 juillet, le Bureau des Avocats internationaux (BAI) n'a pas été épargné. Il était environ 10 heures du matin quand des bandits lourdement armés ont surpris à la barrière de l'établissement, un employé de ladite institution, venant d'une succursale de banque. Les bandits ont emporté avec eux une enveloppe contenant des milliers de dollars. Au moment où ils s'enfuyaient, ils ont tiré à hauteur d'homme, blessant même un voisin qui n'assistait pas de façon indifférente à la brutale intervention des bandits.

État de droit ? Parlons-en.

Raymond Cabèche et Charlemagne Péralte : deux gloires nationales

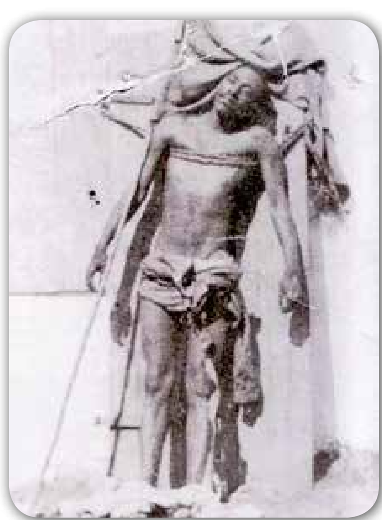
En Juillet 1915, les bottes Yankees foulèrent le sol national et alors qu'un parlement fantoche s'apprêtait à légaliser ce sacrilège, la voix du député des Gonaïves Raymond Vilaire Cabèche s'éleva contre cette mascarade. Ce grand nationaliste remit sa démission après son intervention.

L'arrivée des troupes américaines trouve Charlemagne Péralte commandant de l'arrondissement de Léogane. Il refuse l'accès de ses casernes à un détachement de «marines» et démissione de son poste. Pendant deux ans, à Hinche, «entre ses terres et la poursuite d'activités imprécises», il prépare sa guérilla. Il tourne le dos aux élites des villes aplaties devant l'occupant. Il fait confiance à la paysannerie qui a retrouvé comme d'instinct les attitudes de la résistance du 18e siècle. Celle-ci a entrepris de dire non, car face à la corvée, à la violence de l'occupant, elle a senti qu'elle était «en face d'une entreprise raciste de colonisation». Le sang dessalinien de Péralte ne fit qu'un tour dans ses veines. Il était prêt pour tous les dépassements y compris le sacrifice suprême.

Haïti Liberté est heureux et fier de présenter à l'occasion du 99ème anniversaire de l'invasion de notre pays par les troupes américaines le Discours du député de la circonscription des Gonaïves, Raymond Vilaire Cabèche, et la lettre adressée par Charlemagne Péralte au Ministre français résidant en Haïti. En ce douloureux anniversaire que ramène cette date honnie du 28 juillet, le journal s'incline avec grand respect devant la mémoire de ces deux grandes gloires nationales que furent Cabèche et Péralte.

Haïti Liberté

Au nom de l'humanité, le Gouvernement des Etats-Unis, suivant les déclarations de ses agents, a opéré dans notre pays une intervention armée. Et il nous a présenté, à la pointe des baïonnettes avec l'appui des canons de ses croiseurs, une convention, que du haut de son impérialisme, il nous invite à ratifier. Qu'est-ce que c'est que cette convention ? Un protectorat imposé à Haiti par M. Wilson, - le même Wilson qui disait dans un discours à Mobile, en faisant allusion aux républiques soeurs de l'Amérique latine « Nous ne pouvons être leurs amis intimes que si nous les traitons comme des égales ». Et voici qu'il prétend aujourd'hui mettre Haiti sous le protectorat des Etats-Unis ! Pour combien de temps ? Dieu seul le sait, quand on envisage les conditions auxquelles sont subordonnés le retrait des troupes d'occupation et le renouvellement de cet instrument de honte.



Charlemagne Péralte, le cacos crucifié par les occupants en novembre 1919

« Je ne suis point du tout partisan d'une république fermée. Je ne pense pas que l'isolement soit un facteur de progrès pour une nation. Je ne crois nullement que le principe du patriotisme réside dans la haine de l'étranger et dans le refus d'accepter tout aide étrangère même quand elle est sincère. Mais je ne crois pas non plus que ce soit une chose honorable de sacrifier, contraint ou non, la dignité de sa patrie. De la sacrifier pour assurer quoi ? L'ordre dans la honte ? La prospérité dans les chaînes dorées ? La prospérité, nous l'aurons peut-être. Les chaînes, nous les aurons sûrement.

« Par cette convention, nous décrétons pour le peuple haïtien la servitude morale en place de l'esclavage physique qu'on n'ose plus aujourd'hui rétablir. Elle compromet les droits de la Nation. La Chambre en la votant, a pris une grave responsabilité. Quand le peuple gémira dans les chaînes qui viennent de lui être forgées, quand les générations futures maudiront les mémoires des auteurs de leur infortune, je ne veux pas qu'on dise que j'ai été de ceux-là. Je ne permettrai pas que mon nom apparaisse au bas du procès-*verbal de cette séance où a été opérée la vente de tout un peuple par quelques-uns de ses membres.*

« Je remets ma démission de député de la 28ème Législature, en criant une dernière fois : Je proteste au nom du peuple haïtien, au nom de ses droits, de sa souveraineté, de son indépendance, contre le projet de convention américano-haïtienne.»

Charlemagne Péralte
Chef suprême de la Révolution en Haïti
Au Ministre français résidant en Haïti
Port-au-Prince

Honorable Ministre,

Contrairement aux principes généralement admis par les nations civilisées et aux règles du droit international, le Gouvernement américain, profitant de la grande guerre européenne, est intervenu dans les affaires de la petite république d'Haïti, en lui imposant une Convention dont une occupation militaire devait assurer la ratification par les Chambres haïtiennes.

Malgré les atteintes portées à notre autonomie et à notre dignité de peuple libre et indépendant, nous étions disposés à accepter cette Convention et à exécuter les obligations qu'elle comporte pour nous, mais les promesses fallacieuses faites per les Yankees en débarquant sur notre sol, se réalisent depuis tantôt quatre ans par des vexations perpétuelles, des crimes inouïs, des assassinats, des vols et des actes de barbarie dont seuls dans le monde entier l'Américain a le secret.

Nous venons aujourd'hui, à bout de patience, réclamer nos droits méconnus, bafoués par l'Américain sans scrupule qui, détruisant nos institutions, dépouille le peuple haïtien de toutes ses ressources et se regorge de notre nom et de notre sang. Cruels et injustes, les Yankees ont depuis quatre ans promené la ruine et la désolation sur notre territoire. Aujourd'hui où, à la conférence de la Paix, des nations civilisées ont juré à la face du monde entier de respecter les droits et la souveraineté des petits peuples, nous réclamons la libération de notre territoire et les avantages reconnus par le droit international aux Etats libres et indépendants.

Nous vous prions en conséquence d'observer que nous luttons depuis dix mois dans cet unique but, et que nos armes jusqu'ici victorieuses nous permettent de vous demander de reconnaître notre belligérance.

Nous sommes disposés à tous les sacrifices pour libérer le territoire haïtien et faire respecter les principes affirmés par le Président Wilson lui-même concernant les droits et la souveraineté des petits peuples. Et notez, Monsieur le Consul, que les troupes américaines, en vertu de leurs propres lois, n'ont nul droit de guerroyer contre nous.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.
(s) Le Chef Su
prême de la Révolution
François Borgia Charlemagne Péralte

De la notion d'osmose politico-chimique

Par Fanfan la Tulipe


Paul et Franck Laraque

Une chanson de Nemours Jean-Baptiste veut qu'à chercher tout en se promenant on ne dort jamais sans souper. *Pwonmennen chèche pa janm dòmi san soupe,* dit le musicien créateur du *konpa*. Il a peut-être raison. Il doit avoir ses raisons musicales que la raison du non initié au rythme *konpa dirèk* ne connaît pas N'empêche, et n'en déplaise à mon ami Nemours dont les mânes doivent aujourd'hui voguer par les voies lactées du grand voyage éternel, j'ai souvent la chance de souper, de dormir, et même de bien dormir sans avoir à chercher. C'est ma chance à moi. Je dois être un protégé des dieux.

Vous devez vous demander à quoi je veux en venir, d'autant que le titre du texte n'a rien de commun avec Nemours, sa chanson, son rythme *konpa,* le fait de chercher, de trouver à souper et de dormir. Et pourtant… Je vous fais la barbe, alors faites attention à ne pas offrir votre main innocente au vif tranchant de mon rasoir. Tout vient à point à qui sait attendre. La politique et le politique sont au rendez-vous de formulations chimiques. Asseyez-vous sur votre petite chaise basse. *Mwen sou ou*. Je suis sur vous.

Samedi soir, au local du journal, il y a eu une présentation-vente du dernier livre du professeur émérite Franck Laraque. L'événement a offert l'occasion aux participants de parler de Franck, de mettre en perspective sa vie politique, sa production littéraire et son dévouement à la lutte et au devenir du peuple haïtien. L'une des personnes présentes a fait ressortir qu'au tout début, Franck lui paraissait être un homme de droite. Toutefois, selon lui, au fil du temps et au contact du frère, Paul Laraque, solidement de gauche, Franck s'était radicalisé.

Je me permets d'ajouter ceci. Je pense que Paul et Franck Laraque, deux éminents intellectuels haïtiens ont toujours été deux hommes progressistes avérés. Paul a sans doute emprunté la voie marxiste-socialiste très tôt pendant son itinéraire politique et intellectuel. Mais j'ai l'impression que la «radicalisation» de Franck peut ne pas avoir été nécessairement et entièrement le fait de sa proximité politique avec son frère Paul, mais plutôt l'épanouissement progressif d'une tendance qui était déjà inscrite dans sa démarche dialectique.

Quoiqu'il en soit, j'ai profité de l'intervention du participant, un ami de Franck et un radical de gauche du reste, pour dire que de mon point de vue, scientifique, l'évolution «radicalisante» avancée par le compatriote s'apparentait au phénomène chimique de l'osmose. Je m'en suis réjoui tout en enchaînant pour dire que j'avais trouvé le thème de mes *Twa fèy* de cette semaine. Samedi soir, sans me promener, sans même chercher, j'ai donc dîné, et *m byen dòmi*.

La notion d'osmose, de pression osmotique, fut introduite par le médecin français René Joachim Dutrochet, au début du 19ème siècle. L'osmose est un phénomène de diffusion à travers une membrane semi-perméable, sous l'action d'un gradient de concentration. En présence de deux solutions aqueuses de concentrations différentes et séparées par une membrane perméable, l'eau va diffuser de la solution la moins concentrée (hypotonique), vers la solution la plus concentrée (hypertonique). Le phénomène s'arrête spontanément, au moment de l'équilibre, lorsque la pression de la solution hypotonique atteint sa valeur limite, dite pression osmotique. On parle alors de deux milieux isotoniques.

Venons-en maintenant à la notion, tulipante et twa-feuillante, de l'osmose politico-chimique. Considérons la proximité intellectuelle, politique, familiale aussi, entre Paul et Franck. On peut dire que osmotiquement parlant, et d'un point de vue idéologique, Paul était la solution la plus concentrée en convictions et production intellectuelle marxistes-socialistes. Franck était la solution la moins concentrée. Au fil des ans et à travers la membrane de discussions et échanges politico-intellectuels honnêtes, rationnels, dialectiques entre les deux frères, un équilibre s'est établi.

Bien entendu, comme il ne s'agit pas, rigoureusement, d'un processus vraiment chimique, Paul n'a pas réellement perdu de «molécules» idéologiques. Celles-ci étaient assez fortes pour un partage harmonieux, fraternel, entre les deux intellectuels. Bien entendu aussi, je n'ai pas voulu faire une démonstration de laboratoire. *Relax*, comme on dit en anglais (et en créole). Nous sommes dans une ambiance trois-feuillante et trois-racinienne, où toutes les fantaisies de l'esprit peuvent se donner cours.

Toutes les osmoses ne se réalisent pas forcément, d'un point de vue politique et intellectuel à partir des mêmes solutés (liquides) que ceux des Laraque. Prenons un exemple typique, l'osmose lavalasso-mickyste du docteur et sénateur Rudy Hérivaux. Dans ce cas précis, l'ambiance politico-chimique de Micky représente la solution la plus concentrée en magouilles, corruption, indécision, fourberies, dérives, positions ambiguës, faux nationalisme de façade.

En ce qui concerne Hérivaux, il s'agit d'un milieu hypotonique fait de vagues réminiscences péraltistes refroidies, d'anciennes postures de *kapitalis-se-peche-mòtel*, de retournement de veste, de barbotage dans les eaux troubles de *zyedou* en direction du pouvoir, de transfert de classe vers les hauteurs de la bourgeoisie, d'autant que sa profession de médecin le lui a facilité. En peu de temps, à travers la membrane des compromissions ElRanchoïstes, il y a eu échange de «molécules» d'entorses à la Constitution, de coups bas, de manigances, de voltiges, de pirouettes, jusqu'à atteindre un équilibre de roueries, menteries, tromperies, sournoiseries, coquineries, canailleries, friponneries, fripouilleries, et crapuleries, au mépris de la nation. Et voici les deux coquins, aujourd'hui, en parfait équilibre politico-osmotico-lavalasso-néo-macouto-martellyste.

Tous les transfuges, renégats, *faufileurs, grimpeurs, gratouilleurs, quémandeurs, roulibeurs,resquilleurs, profiteurs, dasomann*, genre Mario Dupuy, Guyler C. Delva, Phelito Doran, Joseph Lambert et autres ouistitis du même calibre sont entrés en équilibre politico-chimique, osmotique, avec Micky. Hypotoniques au départ ils ont transféré vers Martelly leur excédent de nature liquide, riche en «molécules» de *fofile, brase, ranpe, rale-monte glise-desann* pour recevoir de lui ses molécules de perfidie, de ruse, de bluff, d'irresponsabilité, de mensonges, de violations des normes les plus élémentaires de bonne conduite citoyenne.

Autre expérience osmotique très spéciale

Je profite de cette rubrique pour tenter avec le lectorat une expérience osmotique différente, saine, citoyenne, participative, solidaire, engagée, responsable. Samedi soir, un groupe de compatriotes s'est réuni au local du journal Haïti Liberté pour une présentation et vente de *L'instrumentalisation de la pensée révolutionnaire*, titre du dernier livre de Franck Laraque, l'éminent intellectuel, progressiste, militant de gauche longtemps engagé aux côtés de la lutte des masses haïtiennes, comme le fut son frère, feu Paul Laraque.

Malgré l'annonce publicitaire de courtoisie faite par le journal pendant quatre semaines, nous n'avons pas eu la présence escomptée à cette présentation qui n'a pas pu être une vente-signature, vu que l'auteur n'a pas pu être présent, du fait d'un accident vasculaire cérébral (*stroke*), récemment, deux ou trois jours à peine le livre sorti.

Sans *shelbertude* aucune, je sais que cette rubrique est lue par de nombreux lecteurs et lectrices du journal. Aussi, je viens leur proposer cette **autre expérience osmotique très spéciale**, plus haut mentionnée. Des deux côtés de la membrane de nos préoccupations en diaspora, il y a ce désir de voir s'opérer un changement en Haïti. Il existe plusieurs moyens d'y arriver. L'un d'entre eux est de fortifier nos connaissances pour bien appréhender le réel politique haïtien, et c'est ce qu'offre le livre de Franck Laraque.

D'un côté de cette membrane, il y a la militance agissante d'une douzaine de compatriotes venus au journal, samedi soir. Ils représentaient la solution la plus concentrée des bonnes volontés de venir à cette présentation-vente. De l'autre ôté de la membrane, il y a eu la solution la moins concentrée faite sans doute de gens de bonne volonté mais dont l'élan solidaire s'est arrêté aux portes de l'enfer de leurs bonnes intentions. Pour mille et une raisons.

Aux absents de cette soirée de promotion du livre de Laraque, nous leur proposons de se mettre en équilibre osmotique citoyen, engagé, avec ceux et celles qui ont fait le déplacement, le samedi 26. Comment ? Les livres sont encore au local du journal Haïti Liberté. Ils peuvent se le procurer. Vous qui habitez Brooklyn, Queens ou Long Island, venez tirer votre exemplaire au 1583 Albany Avenue, Brooklyn 11210, au coût de $25.00. Le personnel du journal vous réserve un accueil chaleureux. Vous pouvez aussi téléphoner au (718) 421-0162 pour tous renseignements supplémentaires.

Cette publicité faite dans un cadre *trois-feuillant* s'adresse spécialement à plusieurs compatriotes que j'avais personnellement contactés et qui m'avaient promis d'être des nôtres. Cette soirée de l'honneur, de la convivialité et de l'engagement a été du reste une réussite en terme de chaleur humaine, de partage d'idées, d'agréable ambiance intellectuelle et politique, de sentiments d'être des citoyens responsables, de solidarité avec Franck Laraque, un patriote intègre, un militant infatigable auquel l'âge et un handicap de santé récent n'ont rien enlevé à son courage de «sentinelle de l'espoir veillant aux portes séculaires du peuple haïtien pour vivre dans la dignité».

Prezidan sena fransè an Jean Pierre Bel ap vizite Ayiti

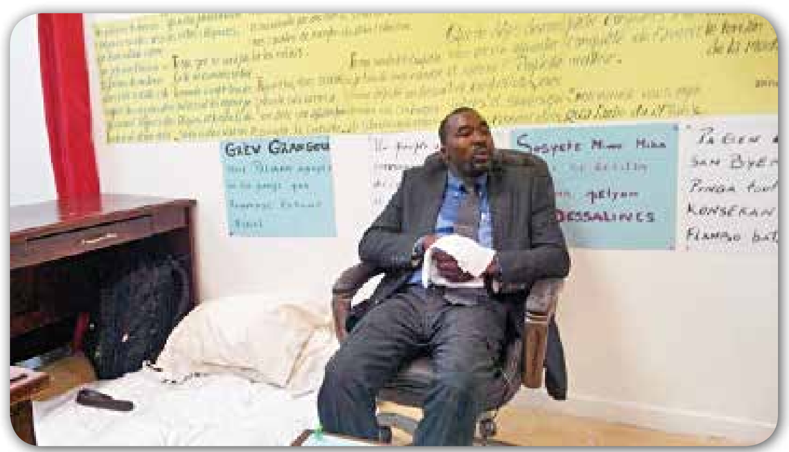
Jean Pierre Bel, prezidan sena peyi Lafrans rive nan Pòtoprens madi 29 jiyè a. Pandan sejou sa k ap dire 5 jou, M. Bel ap rankontre ak prezidan peyi a Michel Martelly, premye minis Laurent Lamothe, prezidan sena ayisyen an Simon Dieuseul Desras ak anpil fransè k ap viv an Ayiti.


Jean Pierre Bel

Jean-Pierre Bel gen avèk li prezidan gwoup zanmi Lafrans/Karyib la senatè Bernard Pias. Y ap genyen pou vizite Misyon Nasyonzini an, Lopital Jeneral (HUEH) nan Pòtoprens ki se yonn nan pi gwo pwojè koperasyon nan peyi Lafrans ap finanse nan kad rekonstriksyon apre tranblemantè 12 janvye 2010. Yo pral ale tou nan Nò peyi a espesyalman nan Sitadèl.

Prezidan sena Lafrans nan ap retounen nan peyi l jou ki va samdi 2 out k ap vini la.

Depite Arnel Bélizaire 10zyèm jou grèv


Depite Arnel Belizaire

Jodi a fè depite Arnel Bélizaire 10 jou depi li te tanmen yon grèv grangou nan lachanm lan. Belizaire kritike depite parèy li ki pat pote okenn solidarite avèk li, menmsi gen kèk palmantè ki te pase vizite li. Bélizaire fè konnen gen anpil moun nan sektè popilè a ki te soutni l nan grèv sa a.

N ap fè sonje grèv sa a se pou mande demisyon prezidan Kou kasasyon an, Anel Alexis Joseph, liberasyon prizonye politik yo, ak plis limyè nan fason y ap jere fon lajan nan palman an.

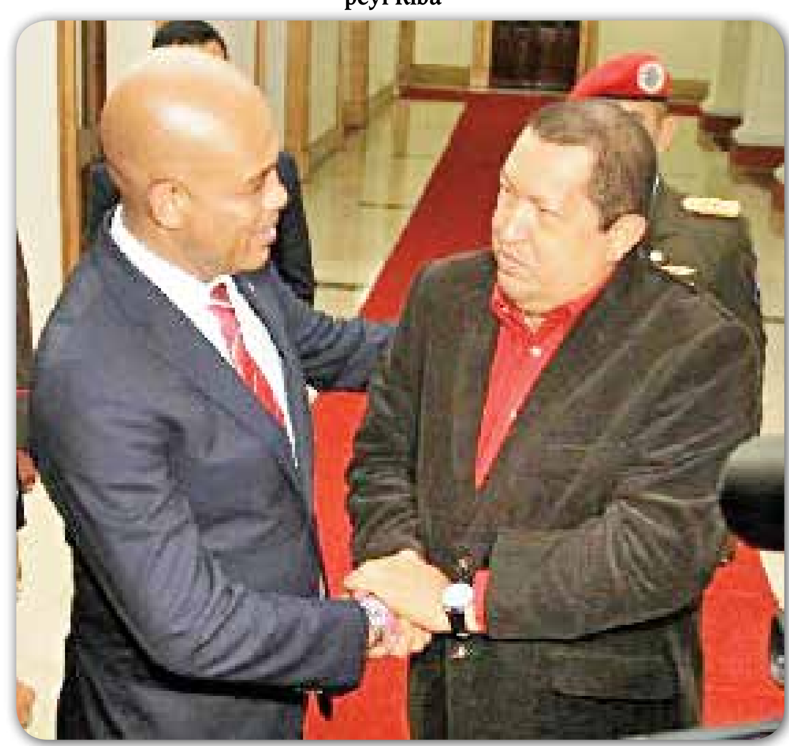
Pa vote pòv, pa vote kominis, vote piyajè, vote dilè dwòg, vote kidnapè !

Prezidan Mateli di pèp la pa vote pòv, pa vote kominis. Deklarasyon prezidan Mateli a dwe raple nou anpil move moman nan listwa nou. Pandan rejim bout di Divalye a, plizyè milye moun mouri asasinen anba etikèt kominis ak kamoken. San konte plizyè milye moun ki pran prizon ak anpil lòt ki te oblije kite peyi a pou al viv an egzil. Kòm se Divalye ki te ale, rejim Divalye a te toujou rete ten fas, apre 1986, makout ak lame te fè anpil masak nan peyi a pou menm rezon sa a. Nan dat 23 jiyè 1987, makout, grandon, ak konplisite legliz katolik epi enperyalis meriken, te masakre 139 ti peyizan nan Janrabel ak bochon, poutèt peyizan yo t ap mande bonjan refòm agrè, pou jwenn tè ak bonjan ankadreman pou yo pwodui manje nan peyi a.


Michel Martelly yon anti kominis primè k ap bay Raul Castro lanmen nan peyi Kiba

Moun ki te santi entere yo menase pat wè revandikasyon peyizan yo ak bon je. Batay peyizan yo te menase enterè grandon yo, ki te gen apui KNG a ak sèten gwo otorite nan legliz la. Moun sa yo ki te gen dèyè yo enperyalis meriken, te masakre peyizan yo, yon mannyè pou yo te kapab kraze mouvman sa a ki t ap grandi nan nodwès la ak nan rès peyi a. Apre masak la, yon sitwayen nan Nodwès la monte sou Televizyon Nasyonal pou li di: "Nou sot touye 1042 kominis".

Jounen Jodi a, se prezidan Mateli ki tounen ak pawòl kominis sa a. Prezidan an di pèp la, pa vote kominis, pou yo pa vin defèt sa l ap fè yo. Anvan prezidan an fè deklarasyon sa a nan Mayami, li te di nan Nodès peyi a, pou pèp la pa vote pòv. Sa vle di nan je prezidan an, pòv ak kominis, se 2 move je. Men mwen poko janm tande prezizan di pèp la pa vote piyajè, pa vote dilè dwòg, pa vote kidnapè, pa vote eksplwatè. Eske sa vle di se kalite moun sa yo pou pèp la vote ? Eske sa vle di wòl pòv yo se vote piyajè, machann peyi, dilè dwòg ak eksplwatè ?


Michel Martelly ak Hugo Chavez

Nan yon peyi kote anviwon 80 pou san moun pap travay, nan yon peyi kote pifò pèp la se pòv, deklarasyon sa a montre aklè, prezidan peyi a pa gade pèp la pou anyen. Nou ka konprann poukisa, prezidan an te trete sèten avoka nan peyi a kòm avoka pòv. Sa vle di avoka ki pa anyen, ki pa kanpe sou anyen.

Douvan sitiyasyon sa a, pòv yo ak kominis yo ki se defansè pòv yo, gen 2 chwa : kwaze bra yo, pou kite piyajè yo fè sa yo pito ak peyi a oubyen yo kanpe ankwa pou anpeche piyajè yo kontinye mete pòv yo ak defansè pòv yo sou kote. Se pou sa, tout miltan ak òganizasyon moun yo rann pòv yo, dwe gonfle fòs yo pou bare tout piyajè tankou Mateli ak Lamòt ak tout akolit yo, k ap vann peyi a tankou lo patat, bay gwo miltinasyonal. Nou dwe bare tout piyajè, ki kontinye ap kenbe peyi a anba okipasyon, tout piyajè k ap konplote ak enperyalis la, pou ranmase tè nou yo ak richès ki anba tè a. Nou dwe gonfle fòs nou pou bare piyajè k ap piye zile nou yo ak richès ki anba lanmè a. Pwovèb la di, moun ki dòmi ak Jan, se limenm ki konn kouman Jan wonfle. Si w deside vote, pa vote piyajè, pa vote dilè, pa vote volè, pa vote kidnapè. Vote pòv parèy nou ki nan enterè pèp la, vote kominis/defansè pèp la.

Guy NUMA

Kanaval gagòt

Lendi 28 jiyè, dezyèm jounen kanaval gagòt ki te òganize nan Pòtoprens te make ak san. 2 moun mouri anba kout kouto, anpil lòt blese grav.

Abbacu Bastien, yon jèn gason 18tan te rache ak kout kouto nan zòn Rex Theatre nan ri Kapwa ; yon lòt yo pa rive jwenn non l te tonbe anba kout ponya nan ri Channmas ; 2 bra yon chèf bann madigra, Reginald Poteau, kase apre machin ki t ap kondui group Barricade Crew te frape li.

Nan jounen dimanch 27 jiyè a, 13 moun te blese grav ak zam oubyen ak kouto.

Nan okazyon kanaval banbòch sa anpil aksidan machin te rive ki te lakòz anpil moun blese tou.

Jackson Rateau

28 juillet 1915-28 juillet 2014: 99 ans d'occupation d'Haïti



Les manifestants réclament sur leur banderole : A Bas l'occupation d'Haiti !

Par Isabelle L. Papillon

A 6 heures du soir, le mercredi 28 juillet 1915, 111 ans après l'Indépendance de la première république nègre du monde, les troupes yankees débarquèrent en Haïti et restèrent jusqu'en 1934. Durant 19 longues années de la première occupation d'Haïti, le bilan a été très lourd: plus de 50 mille Haïtiens tués, 3500 paysans tués au cours des 3 premières années; les finances publiques, les forces armées, les ports et aéroports sous contrôle de l'occupant. L'occupation étasunienne est venue au moment où Haïti était forcée à verser à l'ancienne puissante coloniale française 90 millions franc-or à titre de compensation, disait-on, pour les dommages causés aux colons au moment de la guerre de l'Indépendance de 1791 à 1804. L'occupation américaine a eu de graves conséquences sur l'économie haïtienne, la vie morale du peuple haïtien et l'environnement du pays. La première occupation d'Haïti eut lieu sous le 28e président démocrate des Etats-Unis Thomas Woodrow Wilson. Quoique réputé pacifiste, il n'intervint pas moins dans la première guerre mondiale et en Haïti.

Quelles sont les causes profondes du débarquement des troupes étasuniennes en Haïti ? Après le départ des colons français, les blancs pensaient que les nègres ne pouvaient pas diriger en toute indépendance leur pays. Ils ont tout fait pour recoloniser Haïti, tout en estimant que la révolution haïtienne de 1804 fut un acte impertinent à l'égard des blancs. La raison humanitaire évoquée pour intervenir militairement en Haïti ne tenait pas. A part cela, le drapeau étoilé n'avait jamais été foulé aux pieds, aucune menace ne fut proférée à l'égard des Etasuniens et ensuite Haïti n'avait pas de dette envers la puissance montante impérialiste. Les fondements du débarquement des forces yankees sur le sol haïtien reposèrent uniquement sur des intérêts politiques et économiques de l'impérialisme yankee parvenu au stade suprême du capitalisme. Pour ce, un discours fondé sur le mensonge a été bel et bien construit à cette fin. « Les grandes puissances n'ont pas d'amis, elles n'ont que des intérêts » dit-on. L'ex-président des Etats-Unis, James Monroe disait, pour comble de tout : « L'Amérique aux Américains. » On utilise également la vieille méthode de diviser pour régner et les collabos nationaux s'en sont toujours donnés à cœur joie.

Pour maintenir leur occupation sur la partie orientale de l'Ile, les forces occupantes furent soutenues par une bonne partie des élites politiques et économiques. Tandis que les paysans du Nord et du Sud organisèrent une résistance agissante et combative. Des combattants pour la liberté comme, Joseph Pierre Sully, Charlemagne Péralte et Benoit Batraville, renforcèrent la résistance des paysans.

99 ans après, où en est-on ? Depuis plus de 10 ans, le pays vit sous une autre force d'occupation dégoutante et répugnante, établie sous le label des Nations Unies, dénommée Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti (MINUSTAH). Elle a été établie suite à un coup d'Etat-kidnapping mûrement préparé dans le laboratoire occidental, visant le renversement d'un président élu démocratiquement, en l'occurrence, Jean Bertrand Aristide. En plus des milliers d'Haïtiens tués dans des massacres à travers des quartiers populeux, plus de 8000 concitoyens sont morts de Choléra-MINUSTAH.Les représentants de l'ONU, de l'Impérialisme étasunien et leurs laquais locaux ont placé à la tête du pays des esclaves mentalement colonisés, à savoir : Michel Joseph Martelly et Laurent Lamothe, deux étrangers qu'on peut à tout moment manipuler pour continuer à détruire la production nationale, à piller les ressources minières du pays. Ils ont même tenté à maintes reprises de profaner la mémoire du peuple haïtien.

Depuis 3 ans consécutifs, le président Sweet-Micky a délibérément choisi d'organiser le carnaval dit des fleurs chaque 28 juillet, l'une des dates marquant la mémoire du peuple haïtien, en lieu et place de profondes réflexions sur l'avenir de la Nation haïtienne et du peuple haïtien. Qui pis est, cette année, à la veille de la remémoration du 28 juillet, un groupe racine dénommé « Koudjay » sponsorisé exclusivement par le programme dit EDE PEP du régime Tèt Kale, a osé exhiber le drapeau étasunien sur son char dans la défilé carnavalesque à un moment où le peuple haïtien devrait commémorer cette date par des manifestations anti-occupation.

Ce programme est financé totalement par le projet Petro-Caribe de la République socialiste bolivarien du Venezuela. L'action éhontée du groupe Koudjay exprime pour plus d'un deux choses, d'une part, la destruction de la mémoire nationale et d'autre part l'utilisation des fonds Petro-caribe à la destruction de la mémoire collective du peuple haïtien, garantissant ainsi la défense des intérêts des grandes puissances impérialistes. Elle démontre une fois de plus que Joseph Michael Martelly et Laurent Salvador Lamothe ne sont plus des Haïtiens, ils sont tous des Etasuniens. Leurs actions ne disent pas le contraire.

Dans une réflexion produite par la société Haïtienne d'Histoire, de Géographie et de Géologie (HHGG) datée de juillet 2014, sur le thème : « urgence et nécessité d'un travail de mémoire.», il a été convenu de poser des questions et faire des constats :

- 28 juillet 1915 - 28 juillet 2015, bientôt 100 ans. La conjoncture actuelle de ce prochain centenaire nous impose une réflexion collective et critique autour du « nous haïtien ». Qui sommes-nous ? D'où venons-nous ? Vers quoi tendons-nous ? Questions utiles, questions ramenant à d'autres interrogations afin de dévoiler les enjeux complexes de notre engrenage dans une économie-monde semblant échapper de plus en plus à ses propres lois.
- Cette remémoration implique la célébration des diverses expressions de multiples refus de cette occupation inscrite dans les mêmes démarches idéologiques et comportementales de supériorité « raciale » ou de civilisation ainsi que de néantisation de l'autre, telle qu'elles ont été initiées depuis les grands voyages à l'époque de Christophe Colomb.
- En référence à l'ensemble de ces attendus, la SHHGG, dans un élan national, pareil à celui ayant conduit à sa fondation le 8 décembre 1923, moins de dix ans après le débarquement des Marines américains sur le sol haïtien, invite les Institutions de la société civile habitées par ces mêmes préoccupations à l'accompagner et à conduire avec elle la préparation pour la remémoration de cette tragédie collective qu'a été l'Occupation américaine dont notre communauté porte encore les traces.

Pour ce faire, un comité d'initiative de remémoration du centenaire de l'occupation américaine a été mis sur pied par la SHHGG, à l'occasion du 99e anniversaire de cette tranche d'histoire néfaste pour Haïti et le peuple haïtien. Le lancement de ce comité d'initiative de remémoration de l'occupation américaine d'Haïti est prévu pour le mercredi 30 juillet 2014, 2 jours après le 99e anniversaire du débarquement américain à Port-au-Prince en 1915.

Ce comité mis en place par la société haïtienne d'histoire, de géographie et de géologie projette déjà d'organiser une série d'activités culturelles et de manifestations publiques pour marquer le centenaire de l'occupation. Selon la SHHGG, le centenaire du débarquement des soldats américains arrive à un moment « d'extrême incertitude caractérisé par un profond malaise politique et socio-économique » et la présence de militaires étrangers sur le sol national.

« La remémoration du centenaire de la date souvenir du 28 juillet 1915 se présente pour la communauté haïtienne comme une occasion exceptionnelle de se livrer dans l'urgence à un sérieux travail de mémoire », ajoute la SHHGG. L'institution considère ce centenaire comme occasion pour à la fois s'interroger sur l'identité du peuple haïtien et son évolution mais aussi remembrer ses valeurs ethnoculturelles, politiques et civiques. A cette occasion, un colloque international est annoncé pour l'année 2015 en vue d'analyser les impacts de l'occupation américaine sur le pays.

Lettre ouverte au Commissaire du Gouvernement des Cayes

Par Mario Joseph

Me Viosnel BISSAINTHE
Commissaire du Gouvernement
Près le Tribunal de Première Instance des Cayes
En son Parquet.-

Honorable Magistrat,

Procédant par l'organe de Me Mario Joseph, avocat du Barreau de Port-au-Prince, identifié, patenté et imposé aux Nos : 003-129-800-7, 187-014-0, 187-0302-0, avec élection de domicile au Bureau des Avocats Internationaux (BAI) sis au #3, 2ème Impasse Lavaud (Lalue), Port-au-Prince ; les citoyens David BONIFACE, frère du défunt Ecclésiaste BONIFACE assassiné le 27 Juillet 2007 par le Maire de la Commune des Irois, Jean Morose Viliéna et ses sbires ; Juders ISME et Nissage MARTYR, victimes de blessures par balles du magistrat et de ses partisans armés ;

Ont l'honneur de vous exposer :

Que Jean Morose Viliéna, actuel Maire par intérim de la commune des Irois, ainsi que ses hommes de mains, sont identifiés dans deux Ordonnances comme étant l'auteur de l'assassinat et complicité d'assassinat notamment sur la personne de Boniface Ecclésiaste, de destruction de bien public aux préjudices de la communauté des Irois, de coups et de blessures par balles sur les personnes Juders ISME et Nissage Martyr, ainsi que l'incendie des trente-six (36) maisons perpétré dans la commune des Irois en date du 8 avril 2008 dont l'ordonnance du juge instructeur de Jérémie en date 25 janvier 2010 ainsi qu'un Arrêt de la Cour de Cassation de la République d'Haïti en date du Jeudi 24 Mai 2012 les ont envoyés respectivement par devant le Tribunal criminel sans assistance de jury des Cayes pour y être jugés conformément à la loi ;

Que le nommé Jean Morose VILIENA et ses hommes de mains sont également inculpés dans deux Ordonnances. Celle qui vous concerne a été rendue en date du 25 janvier 2010, signifiée le 20 Février de la même année par le Tribunal de Première Instance de Jérémie et jugés pour Assassinat et Complicité d'Assassinat sur la personne de Ecclésiaste BONIFACE, pour Destruction de bien public au préjudice de la communauté des Irois, pour Coups et Blessures par balles sur Juders ISME et Nissage Martyr, par le Tribunal criminel de Jérémie siégeant sans assistance de jury en date du vingt-cinq Octobre deux mille dix ; que ceux-là qui ont frappé de cette condamnation ont exercé un pourvoi en Cassation contre le jugement et par conséquent, en date du jeudi vingt-quatre Mai deux mille douze, la Cour de Cassation de la République a, d'Office, ***annulé le jugement du Tribunal Criminel de Jérémie siégeant sans assistance de jury rendu entre les pourvoyant Lifaite Livert, Mones Dorcenat, Louines Charles Lissage Villiéna et Michelet Noel et le Ministère Public renvoie la cause et les parties par devant le Tribunal criminel des Cayes sans assistance de jury pour y être fait ce que de droit ;***

Que les deux ordonnances ont atteint l'autorité de la chose souverainement jugée, alors que l'inculpé Jean Morose VILLIENA et ses hommes de mains sont en cavale, pourtant ils auraient dû être pris de corps et écroués en la prison civile soit de Jérémie ou des Cayes suivant les ordonnances dont s'agit;

Que les requérants, partie civile dans les procès à venir, profitent de cette opportunité pour souligner à votre attention, Honorable Magistrat, qu'il y va de votre obligation de les faire comparaitre par devant le Tribunal criminel sans assistance de Jury des Cayes pour y être jugés conformément à la loi. Parmi les vingt (20) inculpés seulement huit (8) d'entre eux sont actuellement gardés en détention.

Qu'à cette phase, il s'avère nécessaire que les inculpés **Jean Morose Viliéna** ainsi que ses hommes de mains notamment **Maxène Vilssaint, Ti Américain ainsi connu, Haute Fort Bajon, Viliena Duclona, Martyr Kenson, Boileau Pierrot, Monès Dorcena, Guerson Pierre, France Isemé, Jean Pierre Gardy, Agnel Jean, Lifaite Livert, Esta Bell, Meritus Beaublanc, Cedernier Fleurine** soient pris de corps et écroués dans la prison civile des Cayes jusqu'à leur jugement définitif conformément à l'Ordonnance du Juge d'Instruction du Tribunal de Première Instance de Jérémie en date du 25 Janvier 2010 sous l'inculpation d'Assassinat et de Complicité d'Assassinat sur la personne d'Ecclésiaste BONIFACE et de Coups et Blessures par balles sur les personnes de Juders ISME et de Nissage MARTYR et à l'Arrêt de la Cour de Cassation de la République d'Haïti.

Que la nomination de Jean Morose VILLIENA comme Maire par intérim de la commune des Irois constitue d'ailleurs une menace pour les parents et proches parents des victimes qui ont accepté porté plainte dans le cadre de ces dossiers vue que leurs bourreaux, pour la plupart, sont encore en liberté.

Tout compte fait, les requérants sollicitent qu'il vous plaise, Honorable Magistrat, de CITER AUX FINS DE COMPARAITRE AU PROCÈS tous les inculpés ayant été impliqués dans la commission de ces crimes et qui sont encore en liberté de sorte qu'ils soient présents aux prochaines assises criminelles des Cayes pour y être jugés selon la loi et conformément à l'ordonnance du Juge d'Instruction du Tribunal de

Suite à la page (14)

Les enjeux d'une industrialisation en Haïti : la question de la Force de travail

Par Jean-Jacques Cadet

Ces dernières décennies, peu de parcs industriels ont été construits en Haïti. Le plus récent est le Parc Industriel de Caracol (PIC) inauguré en 2012 sous de diverses promesses, comme ce fut le cas pour le Parc industriel métropolitain (PIM) quelques années auparavant. Ces deux parcs sont sous la tutelle de la SONAPI, Société Nationale des Parcs Industriels, institution créée en 1974 avec pour mission d'¨assurer l'implantation, l'organisation et la gestion de parcs industriels destinés à loger en priorité des entreprises industrielles dans les conditions prévues par la loi¨. Quarante ans après, on constate que cet organisme étatique n'a pas stimulé le développement industriel d'Haïti. Face à cette inertie, le ministre du commerce et de l'industrie M. Wilson Laleau, vient de lancer un projet de construction de 42 Micro -parcs industriels avec un premier à Saint Raphael. La pose de la première pierre a été effectuée le 16 mai dernier dans cette région du nord pour lancer ce vaste projet national qui pourrait changer le mode de production en Haïti et inaugurer une nouvelle période économique. Ce qui confirmerait le célèbre énoncé suivant : ¨ce qui distingue une époque économique d'une autre, c'est moins ce que l'on fabrique que la manière de fabriquer, les moyens de travail par lesquels on fabrique¨, nous dit Karl Marx dans Le Capital (Tome I).

Par ailleurs, de nouvelles zones franches industrielles sont l'objet de toutes les attentions de l'actuel gouvernement Lamothe. Plus récemment, deux accords ont été paraphés. Le mercredi 16 juillet, le ministre Wilson Laleau a signé un ¨addendum¨ avec la Société West Industrial Mills pour la création prochaine d'une zone industrielle à Cité-Soleil, le plus grand bidonville de Port-au-Prince. Au cours de cette même journée, Rode Préval, directeur général des Zones franches, de concert avec son ministre de tutelle, Wilson Laleau, a signé une convention avec la société chinoise Handxom S.A pour en installer construire à Ferrier. Par cette convention, l'élargissement des espaces industriels haïtiens est mis en avant. Avec ces parcs, micro-parcs et autres zones franches, une nouvelle logique industrielle et économique est annoncée.

Cette tentative d'industrialisation s'inscrit dans une dynamique d'augmentation de la productivité du travail en Haïti. Il est souvent admis que la production est tellement faible dans ce pays peu développé qu'on a tendance parfois à dire qu'elle n'existe pas. Pour augmenter le rythme de la production,


Les ouvrières du Parc Industriel de Caracol (PIC)

il faudrait développer les forces productives que sont la force de travail et les moyens de travail. Le travail manuel devrait être dévalué au profit de nouveaux outils plus efficaces. Le perfectionnement des instruments de travail par l'introduction des machines a pour bienfait immédiat de favoriser une production de qualité en plus grande quantité. Ainsi, tout projet d'industrialisation en Haïti est à comprendre dans cette démarche d'amélioration du processus de production sans lequel aucune transformation sociale n'est possible.

Dans le texte du ministre Wilson Laleau, il est question de ¨moderniser¨ les infrastructures économiques en Haïti afin de résoudre les aléas de la production. Le ministre insiste sur les potentiels de production dans le pays qui, dit-il, méritent d'être accompagnés. Il cherche aussi à créer de bonnes conditions de travail qui pourront attirer des entrepreneurs. Ce qu'il explique en ces termes : ¨Nous allons mettre des infrastructures économiques pour permettre que le secteur privé et des entrepreneurs puissent jouir des conditions idéales du travail¨. Les grands bénéficiaires d'un tel projet sont les classes dominantes, alors que les travailleurs seront traités en parents pauvres. C'est l'un des points faibles de cette initiative louable.

Animé par un souci de croissance économique, le gouvernement Martelly-Lamothe néglige l'autre composante des forces productives : la force de travail. Il est indispensable de la prendre en compte si on veut améliorer le rendement de la production haïtienne. C'est le point de départ de tout projet progressiste dans un pays dévasté comme Haïti. Lénine l'a évoqué en 1919 dans son discours prononcé au Ier Congrès de l'enseignement extra-scolaire de Russie : ¨Dans un pays ruiné, la première tâche est de sauver le travailleur. La première force productive de toute l'humanité, c'est l'ouvrier, le travailleur. S'il survit, nous sauverons et nous rétablirons tout¨.

La force de travail désigne, selon Karl Marx, l'¨ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un être humain, dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles¨. De ce qui suit, on peut dire que le travail est le rendement de la force de travail déployée dans le processus de production. Le sujet travailleur met toute son individualité en mouvement pour produire de la richesse. Il doit toujours se reproduire matériellement et intellectuellement afin de bien utiliser les nouveaux moyens de travail. Cela doit passer par un salaire adéquat qui tient compte des indices actuels d'inflation. Disons mieux, la prise en compte de la force de travail doit se faire par un salaire permettant à l'ouvrier de mener une vie décente. Mais comment évaluer la force de travail ? Comme marchandise à part entière, comment déterminer sa valeur d'échange ?

Ces dernières années, la société haïtienne a été marquée par le scandale du salaire minimum (SSM), qui démontre qu'il n'y a aucune velléité du coté de l'Etat haïtien de prendre en compte le salaire des travailleurs. Pendant que l'inflation grimpe exponentiellement, le salaire minimum reste inchangé. En 2008, différentes manifestations sont venues appuyer le vote de la loi Benoit qui néanmoins reste inappliquée. Les travailleurs de la sous-traitance n'ont même pas les 200 gourdes (4 euros),


Rode Préval, directeur général des Zones franches


Le ministre du commerce et de l'industrie M. Wilson Laleau

l'une des conquêtes sociales des récentes luttes ouvrières en Haïti. Suite à l'irresponsabilité de l'Etat d'améliorer les conditions matérielles d'existence des travailleurs, une commission a été créée pour désormais fixer ce salaire minimum. A rappeler que cette structure est largement influencée par les décisions des classes dominantes. Ce qui nous pousse à poser ces questions : Qui détermine le prix du travail en Haïti ? Ne doit-il pas y avoir une régulation étatique du salaire minimum ?

La Science a un rôle important à jouer dans ce développement des forces productives. D'où la nécessité de promouvoir la Recherche par le biais des universités. L'université d'Etat d'Haïti par exemple doit être une priorité pour les autorités politiques. Des recherches en science naturelle peuvent proposer de sérieuses innovations pour soutenir le développement industriel de ce pays en pleine dépossession brutale de sa population (Ile-à-Vache et Centre-ville de Port-au-Prince).

Ce qui peut entraver ce développement des forces productives matérielles de la société, c'est la nature des rapports de production. Ces derniers peuvent entrer en contradiction avec les forces productives jusqu'à freiner leur modernisation. A un certain stade de leur développement, comme nous l'indique Karl Marx, les forces productives seront incompatibles avec ces types de rapport. Il doit donc y avoir adéquations des rapports de production à ces forces productives pour permettre l'expansion de ces dernières.

Un véritable projet d'amélioration de la production doit prendre en compte toutes les composantes des forces productives. Les instruments de travail ne doivent pas être privilégiés au détriment de la force de travail. Les machines-outils ont besoin de l'énergie humaine pour augmenter le niveau de productivité. Une valorisation de la force de travail est une attention à l'homme, vecteur principal de tout processus de production (et de création). L'industrialisation annoncée par le gouvernement Martelly-Lamothe doit prendre sa source dans cette démarche globale prenant en compte toutes les forces de la production. Ce qui risque de s'avérer délicat si l'on considère sa philosophie ¨Haïti ouvert au business¨ qui en fin de compte ne fait qu'augmenter une main d'œuvre bon marché.

Décès



Nous annonçons la nouvelle de la mort de Madame Clara Joseph Vital survenue le Mardi 22 Juillet 2014 à 7 heures et demie du soir après une longue maladie courageusement supportée.

En cette pénible circonstance, Haïti Liberté envoie ses sympathies à son époux notre ami bien connu de la communauté de Brooklyn Hilaire Vital, dit Tcho Tcho, coiffeur de profession; à ses enfants Max et son épouse, Ernie Vital et son épouse, Gabriel vital; à ses belles filles et beaux fils Ernie, Fanfan, Marie Denise, Pierre, Sherley, Dadou, Dido Vital et leurs familles; à ses soeurs et frères : Sylvia Martinez et sa famille, Elena Prince et famille, Thérésa Matos et famille, Belgico Joseph et famille; à ses neveux et nièces: Luis, Fraulin et Paul Joseph; Shauquan Alvarez, Julian et Tatiana Joseph;Mesdames Celia et Andréa Matos, Raysa, Gina et Rudy Martinez, Luis et Antonio Prince; à ses petits enfants: Malachi, Anaya, Jérémiah, Wendy, Qeana, EsmaalaVital; à Jean Garby et Marianne Louisius, Pierre Louis, Eugène Gary Jr et Emmanuel Oscar ; à Anaya, Malaki, Wendy, Kianna, Esmaka, Jerimiah, Patricia, Jeff et Johny Vital ; à Roshad Charles; Sherley et Dodo Vital, Gabriel Vital ;aux familles Vital, Joseph, Prince, Matos, Martinez, Matos, Alvarez, Joseph, Prince, Charles Chauvet, Louisius, Chauvet, Oscar, Brooks, Aarestrub, Lubin, Théodore, Tribié, Sidney ainsi qu'à tous les autres parents et alliés que ce deuil afflige.

L'exposition de la dépouille de Madame Clara Joseph Vital aura lieu le Vendredi 1er Août 2014 à Guarino Funeral Home, 9922 Flatland Ave, de 4 heures à 9 heures P.M; les funérailles vont être chantées en l'Eglise Ste Thérèse d'Avila au coin de Clackson à Brooklyn et la mise en terre au Pinelawn Cimetery à Long Island.

Direction : Belt Parkway, puis sortir à l'exit 35 jusqu'au Cimetière

When Will the UN Pay For Its Crimes in Haiti? When Will Anyone?

by Joe Emersberger

A cholera outbreak has killed 8,500 Haitians since 2010 and UN forces are responsible, the author argues. Not only that, but the UN helped consolidate Gérard Latortue's post-coup regime.



Wendel Polynice/Haiti Liberté

Demonstrators protested in front of the UN base at Port-au-Prince's airport on Jun. 2, 2014, the day after MINUSTAH's 10th anniversary. "Down with Occupation" reads the banner.

Since 2010 the UN has been dodging responsibility for a cholera outbreak that has killed 8,500 Haitians and sickened more than 700,000. Nepalese soldiers with the UN "peacekeeping" forces caused the outbreak by allowing their sewage to leak into Haiti's largest river. According to the UN itself, cholera could kill 2,000 more people in 2014.

The UN now faces a lawsuit in U.S. courts that was brought by some of the victims. The Obama administration is trying to have the suit dismissed but, this May, Amicus Briefs filed by prominent international law experts refuted the U.S. government's arguments for dismissal. Scientific evidence of the UN's guilt is so conclusive that Bill Clinton, a UN special envoy to Haiti, acknowledged in 2012 that UN soldiers brought cholera to Haiti, but he made the UN's demented excuse that "what really caused it is that you don't have a sanitation system, you don't have a comprehensive water system."

By this logic, if I kill a gravely ill person by knocking them off their hospital bed, my defense should be that a healthy person would have survived the fall. In a civilized legal setting, where the victim cannot be dismissed as irrelevant, making such a repulsive argument might provoke a judge to hand down the harshest sentence allowable. Unfortunately, international law has always been the plaything of the most powerful, and Haitians have long endured the consequences of that fact. Criminal negligence is one of many crimes in Haiti for which UN officials should answer.

On Feb. 29, 2004 – at about 6:15 a.m. – U.S. troops flew Haiti's democratically elected president, Jean Bertrand Aristide, out of Haiti. In fact, they flew him out of the Western Hemisphere – all the way to the Central Africa Republic. According to the Bush administration's comically implausible story, Aristide simply asked the U.S. to save him from a small group of insurgents led by a convicted death-squad leader, Jodel Chamblain. The public face of the insurgents was a crooked ex-police chief named Guy Philippe who had long standing ties with local elites and the U.S.. Chamblain was responsible for thousands of murders and rapes under a military junta that ruled Haiti from 1991 to 1994, after the first coup that ousted Aristide. It made sense to put the far younger Guy Philippe in front of cameras, but nobody with any knowledge of the 1991 coup had any excuse for failing to see what was coming in 2004.

The insurgents had been launching hit and run attacks into Haiti for years (since 2000) from the safe haven offered by the Dominican Republic, a U.S. client. Jeb Sprague's book "Paramilitarism and the Assault on Democracy in Haiti" documents how key players among Aristides' "peaceful opponents" in Haiti, along with military and government officials from the Dominican Republic, closely supported the insurgents who killed dozens of people while the international press (and the human rights industry) ignored it and depicted some of the financiers as victims of a "crackdown on dissent". The "crackdown" was one of the excuses the Bush administration used to starve the Aristide government of funds for years with the help of the OAS. U.S.-led sanctions, among other things, blocked funds for projects to improve Haiti's water supply to protect against the spread of diseases like cholera. At the same time, tens of millions of U.S. government dollars flowed to Aristide's political rivals.

Sprague's book reveals that, after Aristide was overthrown in 2004, hundreds of former rightist paramilitaries were incorporated into Haiti's police force under the UN and U.S. Embassy's close supervision. Anyone familiar with the 1991 coup will find this as unsurprising as it is disgusting. When the Clinton Administration ordered the Cédras military junta to stand down in 1994 (and permit Aristide to serve out what little was left of his first term in office), it did so only after guaranteeing impunity for the junta's leaders and arranging for some of its henchmen to remain within Haiti's security forces. Aristide, to some extent, countered those maneuvers by disbanding the Haitian army over strong U.S. objections. The re-constructed Haitian police remained infiltrated by officers close to the U.S. and local right-wing forces. Nevertheless, the U.S. and its allies were forced to a play a far more direct role in the 2004 coup because Haiti lacked its own army, the force traditionally used by the U.S. to bring down governments it dislikes.

A few months after the 2004 coup, UN troops (known by the French acronym MINUSTAH) took over the task of consolidating Gérard Latortue's post-coup dictatorship. Roughly 4,000 of Aristide's supporters were murdered under Latortue according to a scientific survey published in the Lancet medical journal [1]. Hundreds more, by conservative estimates, became political prisoners. Most of the killing was done by the police and death squads allied with them. MINUSTAH generally provided tactical support but also perpetrated its own atrocities. On July 5, 2005, MINUSTAH went on a shooting spree in the shanty town of Cité Soleil that was so murderous (and so well documented) that a MINUSTAH spokesman felt obliged to promptly state that it "deeply regrets any injuries or loss of life during its operation". In 2012, MINUSTAH found some of its troops guilty of rape and sexual abuse. The actual perpetrators, to say nothing their commanding officers, have evaded serious consequences even when found guilty. Over a hundred MINUSTAH troops have been sent out of Haiti to "face justice" at home for sex crimes. Little wonder that abusers have been undeterred.

Thanks to Wikileaks, we need not speculate about exactly what the U.S. government wanted to get out of MINUSTAH in Haiti. In a 2008 cable, the U.S. Ambassador to Haiti predicted that the "security dividend the U.S. reaps from this hemispheric cooperation not only benefits the immediate Caribbean, but also is developing habits of security cooperation in the hemisphere…" She identified "resurgent populist and anti-market economy political forces" in Haiti as a threat to the entire hemisphere. She highlighted the importance of having other countries contribute towards neutralizing the threat:

"This regionally-coordinated Latin American commitment to Haiti would not be possible without the UN umbrella. That same umbrella helps other major donors — led by Canada and followed up by the EU, France, Spain, Japan and others — justify their bilateral assistance domestically."

It won't do for allies to explain to their own people that they are doing the USA's dirty work in Haiti – helping it contain the political threat posed by "populist and anti-market forces" or, in other words, sacrificing Haiti as a pawn on a regional chessboard imagined by U.S. officials.

After two years of terrorizing Aristide's supporters – murdering, imprisoning and driving them into exile -the U.S. and its allies allowed Haitians to elect a government to replace Latortue's dictatorship. The presidency was won by René Préval – a former president and Aristide protégé who had played no role at all in the 2004 coup. It was a stunning refutation of the propaganda used to justify the coup. Préval won the election in the first round despite barely being able to campaign. Candidates who had been prominent leaders of the coup (Charles Baker, Guy Philippe) received single digit percentages of the vote.

The cables procured by Wikileaks show that Préval worried about being given the Aristide treatment while in office and treaded very carefully around U.S. officials. Former Brazilian diplomat, Ricardo Seitenfus, says that in 2010 MINUSTAH chief Edmond Mulet explicitly threatened Préval with a coup and exile for opposing U.S. interference in Haitian elections. Préval supposedly responded to Mulet's threat by saying: "I am not Aristide. I am Salvador Allende". Préval and Colin Granderson, head of the CARICOM-OAS Electoral Mission in Haiti in 2010-2011, have backed up the claim that Préval had been "asked" to step down.

Seitenfus has also strongly denounced the corruption and hypocrisy of the key governments that sustain MINUSTAH – in particular the infamous "core group": the USA, Canada, France, Spain, and Brazil. Commenting on the impact of the 2010 earthquake that may have killed 200,000 people, Seitenfus remarked: "Traditionally in Haiti, the 'goods' such as hospitals, schools, and humanitarian aid are delivered by the private sector, while the 'bads' — that is, police enforcement — is the state's responsibility. The earthquake further deepened this terrible dichotomy."

An "aid" sector made up of foreign NGOs that are not accountable to the vast majority of Haitians breeds corruption and inefficiency, as former CARE employee Timothy Schwartz has also pointed out. It gives many NGOs, with some honorable exceptions, a strong incentive to thwart the development of democratic institutions in Haiti that would hold them accountable and take over many of their functions.

Brazil stepped up to play a leading role in MINUSTAH. Today, despite various MINUSTAH related scandals, Brazil continues to supply the largest contingent of troops. Uruguay supplies the second largest contingent though President Mujica has pledged to withdraw them. Bolivia and Ecuador also supply troops. Venezuela's Chavista governments, on the other hand, always recognized the 2004 coup for what it was and never took part in MINUSTAH.

Thankfully, the backlash from Latin American governments was fierce when the USA and Canada maneuvered at the OAS to weaken a strong regional response against the 2009 coup in Honduras. Sanderson's dream of "hemispheric cooperation" with the U.S. to defeat "populist and anti-market economy political forces" quickly became more of a fantasy. Edward Snowden's revelations of extensive U.S. spying on the Brazilian government also poured cold water on the USA's imperial dreamers. This year's upper-class revolt in Venezuela – an undisguised attempt at "regime change" – was strongly opposed by the OAS, much to the Obama Administration's dismay.

Rejecting coups and coup attempts is very important step in the right direction. However, Latin American governments should move beyond that. They should call for the prosecution of MINUSTAH officials like Edmond Mulet. Eventually, the prosecution of his bosses in Washington, Ottawa, and Paris might become a realistic option.

This article was first published by Telesur.

Notes

[1] Athena R. Kolbe and Royce A. Hutson, "Human rights abuse and other criminal violations in Port-au-Prince, Haiti: a random survey of households," The Lancet, Vol. 368, No. 9538, September 2, 2006.

Cuba, Venezuela support impugned by Martelly's anti-"communist" remarks



Prime Minister Laurent Lamothe (left) and President Michel Martelly (right) were criticized for an unauthentic show of sincerity at the funeral of late-Venezuelan President Hugo Chavez where the two wore red guayaberas.

by The Sentinel

MIAMI, USA (sentinel.ht) - President Michel Martelly made statements that will surely alienate Haiti's largest and only direct supporters, Cuba, which for decades has led in training and producing Haitian doctors, and Venezuela, which has more than doubled the Haitian national budget through its Petrocaribe program.

During "Gouvenman An Lakay Ou", a publicly-funded program highly criticized for wastefulness, ineffectiveness and its partisan campaign-like nature, Martelly told a crowd of a few hundred that "communists" should not be elected into office before vaguely lending his support for Prime Minister Laurent Lamothe's candidacy for presidency.

The communist government of Cuba and the socialist government in Venezuela have made unparalleled and direct support to Haiti for many years, support not tied to non-governmental organizations and foreign contractors, but support with the aims of reducing Haiti's dependence on international donors.

Petrocaribe, for example, was an agreement entered into by former President René Préval and the late-Venezuelan President Hugo Chavez. Petrocaribe puts hundreds of millions of dollars every year directly into Haiti's national budget, monies that are now being used and mismanaged to the benefit of President Michel Martelly and Prime Minister Laurent Lamothe, notably through a series of campaign-style events in the guise of social assistance programs.

Martelly's speech at "Gouvenman An Lakay Ou" in Miami was the kind of discourse that would have garnered geo-political attention during the time of the Cold War, Cuban missile crisis, and McCarthyism. It was the kind of talk that gave a brutal dictator, such as Francois Duvalier, U.S.-backing. But in a time where the threat of the spread of communism is low, Martelly's desperate statement appeared ignorant, opportunistic, and, in context, anti-democratic, anti-people.

It should be recalled that a week earlier, during another wasteful campaign-like event in Ouanaminthe, Haiti, Martelly told a crowd of a few dozen supporters not to vote "poor" people into office.

In Miami, Michel Martelly, who worked for the first two years of his presidency to stop Constitutional amendments that now allow the Haitian Diaspora to vote, told the Haitians in Miami to vote for his prime minister, Laurent Lamothe, rather as his successor in 2015. A tough request after three years of an administration marked by scandal, corruption, mismanagement, and crumbling democratic institutions.

DESTRUCTION SOCIALE ET CHAOS MONDIAL, L'ESSENCE DE L'EMPIRE NÉOLIBÉRAL !

Par Alberto Rabilotta *

Il est difficile de ne pas sentir que le monde, l'humanité et notre mère terre, sont poussés à la catastrophe par l'empire néolibéral, c'est à dire les États-Unis d'Amérique (US) et leurs alliés de l'OTAN. Ceci est si vrai quand nous parlons de la nature, de l'extinction accélérée d'espèces et du réchauffement climatique mondial, comme des sociétés, ou plutôt de ce qui reste de celles-ci dans autant d'État-nations qui se sont faits ou ont été poussés à se dépouiller de toute souveraineté nationale et populaire.

Ce chaos actuel est le produit des politiques de l'impérialisme qui depuis la chute de l'Union soviétique essaie de maintenir un ordre unipolaire pour l'instaurer mondialement et sans alternative de changement au néolibéralisme, pour faire de lui une réalité « il n'y a pas d'autre alternative » [Le célèbre « There is no alternative (TINA) » de Margaret Thatcher.



Les Etats-Unis d'Amérique n'ont rien de positif à montrer, rien à offrir aux pays qu'il domine



Le président russe Vladimir Poutine et son homologue bolivien Evo Morales

Mais, comme cela a été démontré quand les Etats-Unis d'Amérique ont été forcés de changer leur politique d'agression en Syrie, à partir de septembre 2013, l'unipolarité n'est déjà plus seulement possible par le rôle actif que jouent les deux grandes puissances, que sont la Russie et la Chine, mais par la majorité des pays dans le monde qui soutiennent le retour au multilatéralisme et s'opposent à perdre leur souveraineté nationale et populaire qui leur permet d'adopter leurs propres politiques socio-économiques et de s'intégrer internationalement ou régionalement de manière compatible avec leurs intérêts nationaux légitimes.

L'unipolarité était déjà compromise par le constat au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie que les Etats-Unis d'Amérique et leurs alliés provoquent des guerres qu'ils ne gagnent jamais –Afghanistan, Irak, Libye et Syrie- mais qui laissent toujours le chaos, des morts, des réfugiés, de la misère et la destruction économique et sociale.

En 2011 les deux principaux alliés de l'empire au Moyen-Orient, Israël et l'Arabie Saoudite, ont ouvertement critiqué Washington pour ne pas avoir lancé une guerre contre l'Iran et pour avoir permis le renversement du président Moubarak en Égypte, faisant passer au président Barack Obama le message « qu'on n'abandonne pas ses alliés ». Tout le monde, et en premier lieu les alliés de Washington, savent que les guerres que lancent les USA et leurs alliés n'ont pas gagnées, détruisent les pays, les économies, les sociétés et laissent le chaos. De l'Afghanistan à la Syrie, en passant par l'Irak et la Libye – sans oublier le Pakistan, le Soudan et d'autres pays africains - elles ont seulement laissé la destruction, des luttes sanglantes entre communautés religieuses et groupes ethniques, des centaines de milliers de morts, de blessés, de réfugiés, et une grande misère. Les Etats-Unis d'Amérique n'ont rien de positif à montrer.



Le Conseil de Sécurité des Nations Unies, pour Evo Morales, continue d'être le conseil de l'insécurité, le conseil de l'invasion aux peuples du monde

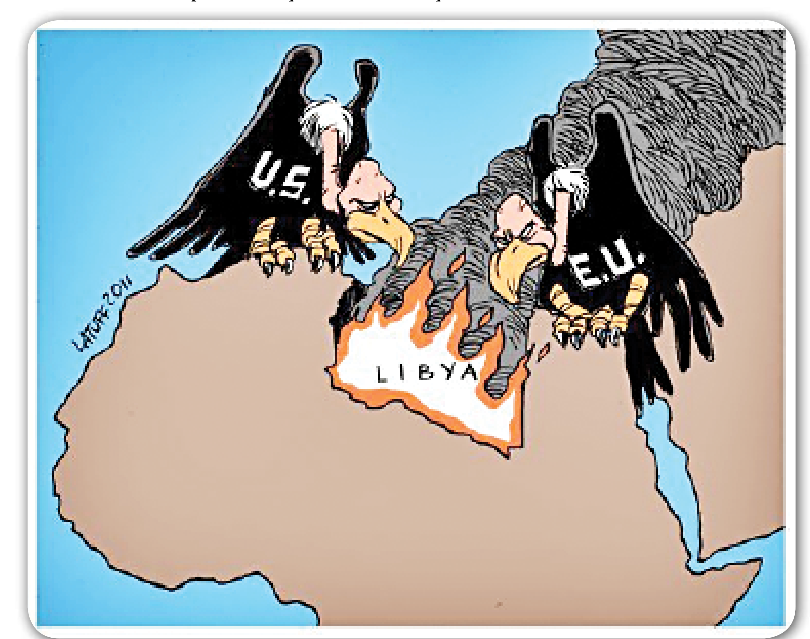
Il y a presque deux décennies l'économiste italo-usaméricain David Calleo a écrit sur les phases de décadence finale des empires de Hollande et d'Angleterre, en les qualifiant d' « hégémonie exploitante », dans lesquelles l'empire n'a rien à offrir de positif (développement socio-économique ou sécurité militaire, par exemple) aux pays qu'il domine et composent le système, y compris à l'économie et à la société de l'empire ; et alors il se consacre à les presser le plus possible, à vivre des rentes qu'il peut par tous les moyens extraire de ces pays. L'empire US se trouve dans cette phase.

A titre d'exemple : dans une conversation privée, le ministre des Affaires étrangères de la Pologne, Radoslaw Sikorski, a mis au clair que l'alliance de son pays avec les USA et l'OTAN ne leur apporte aucun bénéfice et qui, au contraire, provoque des dangereux foyers de tensions avec les pays voisins [1]. La même chose doit être pensée par toute honnête personne qui est dans le gouvernement formé par le coup d'État en Ukraine, dernier pays que les Etats-Unis d'Amérique et leurs alliés de l'OTAN ont amené aux bords de la guerre civile pour provoquer un foyer de confrontation constante avec la Russie.

En même temps, signe que l'empire ne peut pas contrôler tout le monde pendant tout le temps, en Amérique latine et aux Caraïbes se poursuit la création des mécanismes d'intégration régionale et sous-régionale dont les Etats-Unis ne font pas partie et ne peuvent contrôler. De sa part le BRICS (le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud) continue d'avancer avec ses projets de création d'une banque de développement et d'instruments monétaires et financiers hors de la portée des US et du dollar, tandis que nous assistons au renforcement de liens économiques, commerciaux et monétaires entre la Russie et la Chine, parmi d'autres processus régionaux courants en Asie et en Eurasie.

Rien de cela ne constitue donc en soi une alternative anticapitaliste, quand presque la totalité des pays fonctionnent dans un système capitaliste, bien qu'ils aient des secteurs étatiques importants dans leur économie et puissent accorder la priorité à des formes de propriété sociale en remplacement de la propriété privée dans certaines branches de l'économie. Mais, détail clef, dans pratiquement tous les pays, l'intervention étatique dans l'économie est une réalité.

De la même manière, dans tous ces processus, le régionalisme inclut la participation et l'intervention des États, de leurs institutions et entreprises, ainsi que des niveaux de planification sectorielle dans les domaines industriels, énergétiques, commerciaux, des services, les systèmes financiers et monétaires prévus ou souhaités seront en dehors du contrôle de l'empire et ses alliés. Une forme de régionalisme de ce type comme alternative au « capitalisme universel », ce qu'aujourd'hui nous nommons le néolibéralisme, a été proposée par l'intellectuel hongrois Karl Polanyi dans 1945 [2], Mais même en n'étant pas une alternative socialiste ou anticapitaliste, il est clair que ces processus régionaux et multilatéraux constituent une barrière formidable aux plans de l'empire, une barrière que l'impérialisme essaie de démolir avec tous les instruments à sa portée, comme l'offensive pour terminer rapidement et dans le secret le plus complet les Accords de « dernière génération » - l' « Accord de partenariat transpacifique », de « Partenariat transatlantique de commerce et d'investissements » et l' « Accord général sur le commerce des services » - ou en essayant d'entraver les accords régionaux à travers les politiques, les bureaucrates, les professionnels et les entrepreneurs qui sont au service de l'empire.



L'empire néolibéral US a beaucoup d'associés disposés à participer au pillage mondial, comme on l'a vu avec la participation active des pays de l'UE dans les agressions militaires en Libye et en Syrie

Les Accords mentionnés ont comme objet l'élimination de la souveraineté nationale et l'assujettissement des États signataires à respecter les termes de ces traités négociés en secret qui respectent une seule loi, celle des Etats-Unis d'Amérique et incluent les mécanismes par lesquels les États qui ne respectent pas les termes peuvent être portés devant des tribunaux d'arbitrage par les monopoles. Ces États se deviennent garants des investissements des monopoles étrangers pour s'approprier les secteurs économiques qui les intéressent, y compris ceux que les États laisseront après avoir privatisé les services publics.

Mais ces Accords ne sont pas chose faite, parce que le rejet grandit dans les populations qui ne veulent pas abandonner leurs sentiments et intérêts nationaux légitimes, dans les intérêts capitalistes locaux qui savent qu'ils seront écrasés par les monopoles étrangers. Et tandis que le régionalisme avance, à la Maison Blanche et au Congrès de Washington, il ne leur reste plus autre chose que s'accrocher à continuer de croire que l'empire est invulnérable et qu'il peut continuer à agir, lui et ses alliés stratégiques, avec l'impunité que leur a donné (relativement brièvement) l'ordre unipolaire.

C'est dans ce contexte que le discours du président russe Vladimir Poutine devant les ambassadeurs de la Russie, le 1 juillet, prend sa dimension, quant il leur a rappelé que les USA appliquent à son pays la même politique de « contention » qu'ils ont pendant la Guerre Froide appliquée contre l'Union soviétique, et qu'il espérait que le pragmatisme prévaudra, que les pays occidentaux se dépouilleront des ambitions, d'essayer « d'établir des 'casernes mondiales' pour organiser tout en coupe réglée, et d' imposer des règles uniformes de comportement et de vie de la société »

Poutine a souligné que les diplomates russes savent combien les événements internationaux peuvent être parfois dynamiques et imprévisibles. Ils semblent avoir été pressés ensemble en une seule fois et ne sont pas malheureusement tous de caractère positif. Le potentiel de conflit grandit dans le monde, les vieilles contradictions s'aiguisent et d'autres nouvelles sont provoquées. Régulièrement nous nous trouvons avec ce type de situations, souvent de façon inespérée, et nous observons à regret que le droit international ne fonctionne pas, que les lois internationales ne fonctionnent pas, que les normes élémentaires de décence sont écartées et que triomphe le principe de tout- est-permis … Il est temps que nous reconnaissons le droit des autres à être différent, le droit à chaque pays à construire sa vie par lui même, non par les écrasantes instructions de certains (...) le développement global ne peut pas être unifié, mais nous pouvons et nous devons chercher un terrain commun, voir des partenaires en chacun des autres, des non rivaux, et établir la coopération entre les États, leurs associations et les structures intégrées. Et en se référant aux conflits qui dévastent plusieurs régions du monde. Poutine a souligné que « la carte mondiale a de plus en plus de régions où les situations sont chroniquement fébriles, souffrant « d'un déficit de sécurité » [3]

Quelques heures avant, lors de la Rencontre Internationale Anti-impérialiste convoquée par la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) et réalisée à Cochabamba, en Bolivie, le président bolivien Evo Morales a remarqué qu' « il est important d'identifier » les instruments actuels de domination du capitalisme, de l'impérialisme, parce que « tout au moins en Amérique Latine où déjà on ne voit plus de coups d'Etat, ou bien il n'y a pas autant de dictatures militaires qu' avant », mais plutôt « les peuples qui défendent la démocratie, peuples qui avec beaucoup de clarté proposent des programmes et des projets, des projets politiques de libération ».

Et dans ce contexte, selon le Président bolivien, il faut se demander ce que fait l'empire : « il provoque des conflits dans chaque pays, il finance des affrontements au sein d'un peuple,

Suite à la page (15)

GAZA 4ème SEMAINE – AVEUGLES OU RAPACES

Par Alexandra Panaguli

J'avais une faible lueur d'espoir en voyant le titre – "Un ex-directeur du FBI avertit que la violence à Gaza va alimenter la menace de al-Qaida". Allaient-ils enfin se pencher sur les causes du cancer au lieu de simplement se lamenter sur les symptômes? J'ai vite été déçu; les orateurs du fameux Aspen Security Forum au Colorado la semaine dernière – dont l'ex-directeur du FBI, Robert Mueller, et le directeur du National Counterterrorism Center, Matt Olsen – n'ont fait que régurgiter les platitudes classiques, soit comment faire face à la recrudescence de la violence au Moyen-Orient, y compris en Irak et en Syrie, surtout qu'elle risque de se retourner contre les Etats-Unis (et leurs alliés) notamment avec l'arrivée de nombreux volontaires islamistes possédant un passeport étatsunien (une centaine) ou européen (un millier).

Incidemment les "experts" de Aspen n'ont nullement fait mention d'une quelconque menace future à la sécurité mondiale de la part des volontaires étrangers dans l'armée israélienne – 2500 venant de 60 pays, dont 740 des Etats-Unis. Mais comme le disait le président étatsunien Roosevelt à propos du dictateur nicaraguayen Somoza dans les années 1930, "C'est peut-être un fils de pute, mais c'est notre fils de pute".

Le lendemain, 26 juillet, c'était au tour d'un autre "top officiel des renseignements du Pentagone", le lieutenant général Michael Flynn, ex-directeur de la Defense Intelligence Agency, de répéter le même refrain: "Si Hamas était détruit et disparaissait, nous nous retrouverions probablement avec quelque chose de bien pire". Il ne faut pas être sorcier pour déduire ceci, maintenant que le pur et dur Etat Islamique d'Irak et de Syrie a surpassé toutes les autres factions et fait de tels progrès militaires dans la région. Et le "top officiel" étatsunien concluait ainsi le Aspen Security Forum: "Y aura-t-il la paix au Moyen-Orient? Pas pendant cette génération".

On ne peut que mettre cet aveuglement sur le compte d'une solide ignorance de base agrémentée d'un manque total de conscientisation politique. Comment ne pas voir la flagrante injustice de base: l'expulsion en masse des Palestiniens de leur terre en 1948 et l'occupation continue et humiliante de la Palestine par les Israéliens, jusque et y compris le blocus économique de Gaza depuis 2005, sont ce qui crée cette animosité galopante au Moyen-Orient contre non seulement Israël mais également les Etats-Unis qui sont leur essentiel soutien, à la fois militaire et politique. Alors, chaque fois qu'il y a destruction des vies et biens palestiniens il y a accroissement exponentiel de cette haine, comme cela a été le cas avec l'attaque contre les tours jumelles de New York en septembre 2001.

Le dirigeant de Hamas, Khaled Meshaal, a très clairement énoncé le noeud de l'histoire au cours d'une interview à PBS: "Nous ne sommes pas des fanatiques, nous ne sommes pas des fondamentalistes. En fait, nous ne combattons pas les Juifs parce qu'ils sont Juifs en soi. Nous ne combattons pas d'autres races. Nous combattons les occupants" [Hamas chief: We cannot coexist with occupiers, AFP, 27 juillet 2014].

Mais déjà à l'époque des deux tours jumelles, les Etatsuniens se demandaient naïvement, Pourquoi nous haïssent-ils? Alors il y a encore moins d'espoir qu'ils comprennent maintenant ... ou qu'ils veulent comprendre.

Car certains aux commandes sont conscients de ce qu'ils font, et prennent le parti de leurs pareils – rapaces, égoïstes, intolérants, racistes, meurtriers – qui font leur jeu. Ainsi les Etats-Unis déversent des milliards de nouveaux équipements militaires sur Israël, encaissant non seulement un bon prix pour son industrie mais testant en même temps l'efficacité meurtrière de leur matériel à peu de coût, surtout humain car ce sont les Palestiniens qui en font les frais – 1.100 morts majoritairement civils à ce jour lors de cette dernière offensive contre Gaza.





Destruction criminelle – même les bêtes de somme qui remplaçaient les véhicules immobilisés ou détruits ont été tuées

Il semble en effet également clair que le but principal n'est pas seulement de détruire Hamas et arrêter le tir de roquettes (qui ne fait pratiquement pas de dégâts à Israël), mais de frapper tant la population civile que l'infrastructure économique. Il faut bien comprendre que ces massacres et dégâts ne sont pas des erreurs ou des débordements mais des actions planifiées. Et plus ils retardent un cessez-le-feu plus ils peuvent infliger des dégâts importants à Gaza. Le pays manque déjà d'eau et n'a que trois heures de courant électrique par jour. Même les bêtes de somme qui remplaçaient les véhicules immobilisés ou détruits ont été tuées.

C'est une réplique exacte de ce qu'ils ont fait en 2009 quand nous citions Chris Hedges, grand écrivain et journaliste au Nation Institute, et ancien chef du bureau du New York Times au Moyen-Orient, qui préconisait de renoncer à l'hypocrisie et de parler de "massacre" et non pas de "guerre". "L'incursion dans Gaza n'a pas pour but de détruire le Hamas. Ni de stopper les tirs de roquettes contre Israël. Ni d'arriver à la paix. La décision d'Israël de faire pleuvoir la mort et la destruction sur Gaza, d'utiliser les armes meurtrières d'un arsenal moderne sur une population civile largement sans défense, est la phase finale d'une campagne vieille de plusieurs décennies de nettoyer ethniquement les Palestiniens. L'assaut sur Gaza a pour but de créer des ghettos sordides, sans loi et appauvris, où la vie pour les Palestiniens sera à peine soutenable. Il a pour but de construire des enclaves palestiniennes encerclées où Israël aura toujours la capacité de couper tout mouvement d'aliments, médicaments et de biens pour perpétuer la misère. L'attaque israélienne contre Gaza a pour but d'édifier un enfer sur terre." [http://www.truthdig.com/report/item/20090112_the_language_of_death]

En conclusion, certains se demandent sincèrement mais naïvement comment surmonter la violence, mais en posant très mal la question, c'est-à-dire en se concentrant sur les symptômes et non la cause. A côté d'eux, ou plutôt parmi eux, les décideurs mettent très consciemment en avant des intérêts incompatibles avec la paix et la coexistence solidaire. Loin de réagir intelligemment et humainement aux défis – qu'ils ont eux-mêmes créés – ils se retranchent alors derrière leurs intérêts égoïstes et à court terme en amassant toujours et davantage de forces au nom d'une auto-défense fictive. De toute façon tout empire a traditionnellement réagi à ce qu'il perçoit comme des menaces externes par la violence et l'obstination, et non pas la compréhension et la flexibilité, ce qui accélère le cycle de l'Histoire. L'avenir nous dira s'ils réussiront cette fois-ci, soit si les Etats-Unis – et leurs protégés israéliens – gagneront cette bataille (car la guerre ils la perdront aussi sûrement que Rome, les Ottomans, l'Angleterre, l'Espagne et tous les autres l'ont perdue) comme ils l'ont fait en Amérique centrale dans les années 80, mais avec pour conséquence la destruction à long terme des populations locales.

C'est en fait ironique, comme vient de le montrer clairement Stephen M. Walt, professeur de relations internationales à la John F. Kennedy School of Government de Harvard à propos du puissant groupe de pression israélien à Washington, AIPAC, et ses alliés, ainsi que des membres du Congrès étatsunien: "Ils continuent à faire preuve de myopie sévère. Car, en défendant Israël à tout prix comme leur principale raison d'être (et essentiel pour leur financement), ils sont incapables de voir qu'ils poussent Israël au bord du gouffre. De même, les dociles membres du Congrès qui signent lâchement les résolutions rédigées par l'AIPAC ne sont pas de vrais amis d'Israël. Ce sont de faux amis qui prétendent s'en soucier mais qui ne sont vraiment intéressés qu'à être réélus".

Et le professeur de conclure: "Un jour les historiens regarderont en arrière et se demanderont comment la politique étatsunienne au Moyen-Orient ait pu être si inefficace et tellement en contradiction avec ses valeurs professées - sans parler de ses intérêts stratégiques" [Huffington Post, AIPAC Is the Only Explanation for America's Morally Bankrupt Israel Policy, 23 juillet 2014].

Mais comme j'ai dit, c'est ainsi que les empires périssent. C'est la tragédie de l'humanité.

Gaza, pulvérisée, est devenue méconnaissable !



Une femme pleure au milieu des décombres de sa maison dans Beit Hanoun - Photo : AFP/Mohammed Abed

Par Mohammad Omer*

Lors d'une courte trêve, les Gazaouis retournent sur les lieux qu'ils connaissaient comme étant leur maison, mais pour n'y trouver que la puanteur de la mort et les scènes de destructions. « Soit vous me donnez les corps de mes deux frères afin que je puisse les enterrer, soit vous me dites qu'ils sont vivants, et je peux les embrasser », crie une femme alors qu'elle cherche ses deux frères dans Shejaiya, à l'est de la ville de Gaza pendant la courte trêve humanitaire.

Elle n'est pas seule dans sa quête désespérée de ses proches - la quête prend des heures au milieu de l'odeur collante de la mort et de la chair brûlée qui remplit les ruines et les décombres de ce qui était il y a encore peu, des maisons familiales. Pendant la trêve, 155 corps ont été retrouvés dans la bande de Gaza ce samedi. Toutes ces victimes sont les résultats des derniers bombardements israéliens.

Ahmed Al-Hassan, âgé de 32 ans, est un parmi d'autres à la recherche de proches disparus dans le quartier Shejaiya. Il est à la recherche de ses oncles avec lesquels il a perdu tout contact il y a plus de deux semaines. Al-Hassan était ici il y a un mois, mais rien de ce qu'il voit aujourd'hui ne ressemble à ce dont il se souvient avant que les missiles israéliens n'aient commencé à tomber. « Je ne peux pas dire quelle partie était la rue et laquelle était la maison, » dit-il tout en marchant avec précaution sur l'énorme tas de gravats, pour voir s'il peut trouver quelqu'un, de vivant ou de mort.

Les équipes de secours utilisent des masques, mais malgré cela l'odeur est très forte. Les ambulances ont enfin pu se rendre sur place alors qu'auparavant Israël les en avait empêchées. Sept médecins ont été tués, tandis que de nombreux autres ont été blessés. Certains corps se trouvent encore ici quelques jours après, tandis que d'autres ont été transportés à la morgue de l'hôpital dans des sacs contenant les morceaux collectés dans la rue où ils ont été tués par des missiles israéliens.

Al-Hassan continue en marchant lentement à travers ce qui reste des maisons détruites par les avions F-16, les drones ou les obus de chars et de mortiers israéliens. « C'est une tragédie du siècle, et le monde est en train de laisser Israël s'en tirer impuni », dit-il, tout en retirant une copie brulée du Saint Coran dans les ruines d'une maison.

« Voyez, même les sites sacrés et les mosquées sont bombardés ... Ici, regardez, c'est là que j'ai l'habitude de prier lorsque je rendais visite à ma grand-mère, je reconnais l'endroit » ajoute-t-il, les yeux fatigués et son visage couvert de poussière alors qu'il poursuit sa recherche à travers la destruction de tout ce qu'il peut reconnaître.

Il est à même d'identifier un morceau de mosaïque de la mosquée. Il n'arrive pas à retrouver le pilier de pierre au milieu de la maison de ses oncles, le petit jardin à l'entrée, ni la porte de couleur argentée dont il se souvient depuis l'enfance. Seules deux choses demeurent : les ruines de maisons détruites et l'odeur de la mort qui les accompagne. Il continue sa recherche des dépouilles, conformément avec la tradition islamique qui exige que les morts soient enterrés rapidement, ce qui est la façon de leur rendre un dernier hommage. Cette pratique est partagée avec les croyants dans la foi juive. « Mais ils ne permettront pas à Gaza cette dignité humaine et spirituelle », dit Al-Hassan. « Dieu a créé les êtres humains pour qu'ils soient traités de façon égale et digne. Mais à Gaza, même notre mort perd dignité et respect, et est humiliée par les occupants israéliens », dit-il encore.

Toujours confus, essayant de retrouver le plan de la maison tel qu'il l'avait dans sa mémoire et de faire le lien avec les décombres autour de lui, il dit : « Je pense que c'est là que mes enfants avaient l'habitude d'aller. Ce lieu était rempli d'amour et de souvenirs chaleureux ».

Al-Hassan devra s'adapter à la nouvelle réalité, mais à chaque fois que les équipes de secours crient qu'ils ont trouvé des corps, dont ils reconnaît certains comme étant les voisins de sa grand-mère, il connait un terrible accès de tristesse. Les odeurs autour de Al Hassan deviennent plus fortes.

Une clé pour des ruines

Lorsque le cessez-le feu humanitaire a été annoncé, Haider Abu Hussein, âgé 34 ans, a pris la clé de sa maison avec lui puis il a quitté le parc où il avait trouvé refuge afin d'aller chercher des vêtements pour ses enfants. Mais il a été dans l'incapacité de retrouver sa maison. « Nous avons dû faire des trous dans les murs de notre maison afin de pouvoir nous échapper par là et trouver la rue », raconte-t-il, expliquant

Suite à la page (19)

Fenêtre ouverte sur la communauté haïtienne de new York (IV)

Notre participation au marché du travail

Par Lesly Eustache

Deux semaines de cela nous avons fait le tour de notre communauté et ensemble, nous avons pu constater que nous avançons à grand pas en matière d'éducation. Les progrès que nous avons faits dans ce domaine se traduisent par l'acquisition de compétences qui nous permettent de participer à la force de travail de New York à des niveaux différents dans l'ensemble des industries. Quant à ceux qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école, ici ou en Haïti, leur participation est limitée à des emplois qui nécessitent de faibles qualifications. Que nous sommes allés à l'école ou non, nous avons des factures à payer et des familles à nourrir ! Alors, d'une manière ou d'une autre, chacun de nous doit gagner sa vie.

Aujourd'hui notre objectif est d'examiner notre participation à l'économie de New York, l'une des plus importantes du monde. Mais tout d'abord, nous tenons à signaler qu'il y a parmi nous quelques compatriotes qui sont tellement talentueux et habiles dans leur domaine ici, qu'ils sont devenus célèbres à l'échelle nationale, parmi lesquels il y a, Rodney Léon, un architecte qui a non seulement conçu le African Burial Ground National Monument construit en 2006 à Manhattan, mais aussi il a créé un concept appelé « The Ark of Return » qui, en Septembre 2013, a remporté le concours de design pour un monument commémoratif des Nations Unis, visant à honorer les millions de victimes de la traite des esclaves (1).

Il y a Raymond Lohier Jr., présentement juge de la cour d'appel américaine de New York, 2ème circuit, qui a été nommé à ce siège en 2010 par le président Obama (2). Il y a aussi Reggie Fils-Aimé qui est actuellement le président et chef des opérations de Nintendo of America, une division d'une société de jeux vidéo basée au Japon (3). Compte tenu de la popularité des jeux vidéo dans le monde, sa renommée a atteint une proportion internationale. Le dernier événement en date qui démontre du niveau élevé d'expertise de deux Haïtiens dans leur domaine respectif est la nomination de Rosemonde Pierre-Louis, diplômée en droit, comme commissaire du bureau du maire pour la lutte contre la violence domestique, et celle de Jacques Jiha, doctorat en économie, comme commissaire du département des finances de New York City. La représentation de nos compatriotes dans l'administration du maire De Blasio est vraiment exceptionnelle !

Revenons maintenant au sujet du jour: notre participation au marché du travail. Ici à New York, on doit être âgé de 16 ans ou plus pour pouvoir travailler légalement. Par contre, on peut être assez âgé mais pas employable, soit parce qu'on est à la retraite, qu'on est étudiant à plein temps, ou qu'on a un handicap physique ou mental. Il y en a beaucoup parmi nous qui font partie de ces catégories. Ensemble ces compatriotes constituaient 32,8 % de notre communauté, selon un rapport de l'American Community Survey (ACS) pour l'année 2012. Cela signifie que 67,2% des Haïtiens en âge de travailler étaient en mesure de participer à l'économie.

La réalité du système dans lequel nous vivons est telle qu'il n'y a pas assez d'emplois disponibles sur le marché. Avec ou sans compétences, diplômes universitaires ou pas, il y a des gens qui veulent travailler qui ne peuvent pas trouver un emploi. Ainsi, pour la même année, il a été estimé que 59,4% des Haïtiens ont été employés et 7,8% ont été au chômage. Parmi ces derniers, certains recevaient des prestations de chômage, certains recevaient des prestations d'assistance publique, et certains faisaient de petits boulots pour survivre.

Parmi ceux qui sont dans le marché du travail, il y en a beaucoup qui ne maîtrisent pas l'anglais. Cela constitue un facteur qui peut limiter leur capacité à défendre leurs droits. L'ACS a estimé qu'en 2012, 38,7% des Haïtiens faisaient partie de cette catégorie. Ceux qui sont nés ici constituent au moins 36,3% de notre population totale et ils sont moins susceptibles d'avoir ce problème. Cela veut dire que **la grande majorité** de ceux d'entre nous qui sont des immigrants ne maîtrisent pas l'anglais. Pas étonnant, compte tenu du problème de langue qui existe en Haïti ! Cela peut ne pas être documenté, mais, compte tenu de la propension à discriminer, surtout contre les noirs, dans cette société, c'est sûr que cette limitation linguistique a causé, soit un retard ou un refus de promotion pour beaucoup d'entre nous, professionnels ou pas, dans tous les secteurs de l'économie et à tous les niveaux.

Pour ce qui est des différents secteurs de l'économie, ici ils sont divisés en six. Au lieu de les énumérer tous, nous allons plutôt faire référence aux secteurs dans lesquels les Haïtiens ont travaillé en 2012. Commençons d'abord avec les femmes dont la participation semblait être peu diversifiée. Un pourcentage énorme de 50,3% des haïtiennes travaillaient dans le secteur de service. Elles étaient concentrées dans les soins de santé et l'éducation en tant qu'aide-infirmière, infirmière auxiliaire, aide pour les soins personnels, paraprofessionnelle scolaire, physiothérapie assistante, assistante d'ergothérapie, etc. A un degré moindre, on les trouvait dans des boulots comme gardienne d'enfants, serveuse, cuisinière, femme de ménage, etc. Dans le secteur des ventes et des emplois de bureau on trouvait 15,7% des Haïtiennes. Elles étaient dans des postes de secrétaire et assistante administrative, réceptionniste, agent de vente, commise à l'information, commise à la paie, etc.

Un des faits les plus remarquables dans la participation des femmes haïtiennes dans le marché du travail, c'est leur représentation dans le secteur de gestion et postes professionnels. Au moins 32% d'entre elles travaillaient comme enseignante, infirmière, travailleuse sociale, ergothérapeute, psychologue, médecin, avocate, directrice de vente et de marketing, gestionnaire, etc. Tandis que les employés haïtiens de sexe masculin ne représentaient que 26,3% de cette main-d'œuvre. Par contre, les hommes démontraient qu'ils sont plus souples dans leur choix de carrière. On les trouvait non seulement dans les professions « traditionnelles des hommes » telles qu'ingénieur, architecte, avocat, économiste, informaticien, administrateur d'entreprises, etc., mais aussi dans des carrières « traditionnellement féminines » comme infirmier, travailleur social, ergothérapeute, etc.

Leur participation était plus diversifiée que celle des femmes. Il a été estimé que 24,4% d'entre eux se trouvaient dans le secteur de production et de transport. Ici ils sont nombreux les Haïtiens chauffeurs de taxi, chauffeurs d'autobus scolaire, et chauffeurs privés. Ils sont moins nombreux ceux qui travaillent comme conducteur de camion et de tracteur, boulanger, ouvrier de lavage, operateur de métro, préposé au stationnement, etc. 23,3% d'entre eux travaillaient dans le secteur de service comme coiffeur, nettoyeur, agent de sécurité, agent de police, travailleur de fitness et de loisir, aide-infirmier, infirmier auxiliaire, physiothérapie assistant, assistant d'ergothérapie, para-professionnel, musicien, concierge, etc. Beaucoup de ceux dont les compétences sont très limitées travaillent dans les stations de lavage d'automobile pour des salaires en dessous du minimum. Dans le secteur des ventes et des emplois de bureau on trouvait 19% d'entre eux comme agent immobilier, agent de vente, représentant du service à la clientèle, distributeur, facteur et messager, greffier de service postal, etc. Seulement 7% étaient dans le secteur de construction et d'entretien en tant que charpentier, spécialiste de toiture et bardage, ouvrier de construction, électricien, technicien d'entretien automobile et mécanicien, technicien de chauffage et de climatisation, etc.

La grande majorité des Haïtiens qui participent dans le marché du travail sont soit des employés salariés du secteur privé ou des employés du gouvernement. Les autres sont des travailleurs non salariés qui possèdent leurs propres entreprises. Ceux qui se trouvaient dans cette catégorie en 2012 étaient estimés à seulement 2,6%.

Enfin cette vue d'ensemble faisait seulement référence à la participation des haïtiens à l'économie formelle. D'aucuns se demanderont peut-être, qu'en est-t-il de notre participation à l'économie informelle ? Eh bien, comme dans tous les pays du monde, cet aspect de l'économie dans lequel il n'y a aucun contrôle et aucune taxation par le gouvernement se porte bien ici. Les petits boulots que certains haïtiens chômeurs font pour survivre et dont nous avons fait mention plus haut, font partie de l'économie informelle. Dans les prochaines semaines nous allons jeter un coup d'œil sur certains de ces petits boulots ainsi que sur certaines des entreprises possédées par les travailleurs haïtiens non salariés. Alors, à bientôt !

Notes
1. http://theculturetrip.com/north-america/usa/new-york/articles/rodney-leon-s-ark-of-return-a- slave-trade-memorial/
2. http://en.wikipedia.org/wiki/Raymond_Lohier.
3. http://en.wikipedia.org/wiki/Reggie_Fils-Aime

L'Halitose ou « la Mauvaise Haleine »*

Par Pierre-Michel Smith, DMD – MD

Trop nombreux sont encore les patients qui nous consultent en raison de cette mauvaise haleine, qui conduit à un mal-être, une souffrance psychologique, une frustration. Ce qui déroute surtout, c'est la persistance de cette odeur déplaisante ou désagréable, même après l'élimination des causes buccales et l'application d'une hygiène stricte. L'halitose est associée certes à des facteurs locaux, systémiques. Parfois l'entourage nous signale une mauvaise haleine sans cause apparente alors que la bouche est en parfait état. La réalité est infiniment plus paradoxale et plus complexe.

Les causes d'origine orale prévalent : une hygiène buccale inadéquate, des débris alimentaires décomposés par les bactéries de la bouche, la plaque dentaire, le tartre, les dépôts pierreux, durs, les caries sévères, les gingivites, les abcès, les tissus nécrotiques, les sinusites, les rhinites, les amygdalites, les pharyngites. À cela s'ajoute la langue, dont le brossage souvent négligé constitue une trappe d'où sortent les sulfures volatiles les plus malodorants. Les fumeurs invétérés ne sont pas épargnés et développent une haleine particulière – le tabac détériore les papilles gustatives et laisse une odeur rance.

L'halitose peut être aussi le symptôme d'une affection des voies respiratoires, du tractus digestif, d'une dysfonction pancréatique, d'une insuffisance rénale. D'autres odeurs sont aussi symptomatiques de pathologies spécifiques, comme par exemple, l'odeur d'urine ou d'ammoniaque qui accompagne l'urémie ou l'insuffisance rénale ; l'odeur fruitée d'acétone chez les diabétiques ; l'odeur de moisissure légèrement sucrée chez les gens qui souffrent du foie. Et plus couramment, l'odeur fétide associée à des désordres gastro-intestinaux.

Nombreux sont les médicaments qui contiennent des substances dont l'odeur est particulière ou qui exhalent une odeur caractéristique, les produits se décomposant au cours de l'absorption. En résumé, les odeurs et les goûts qui interviennent dans le phénomène de l'halitose sont multiples. Toutefois, dans les 2/3 des cas, cette affection s'explique par une cause d'origine dentaire. Dès lors, il s'agit d'explorer en premier lieu la sphère buccale, les vestibules buccaux, les obturations, les poches gingivales profondes, les prothèses, le dos de la langue.

Aspect social

Il n'y a pas si longtemps, un patient nous a confié avoir reçu de son employeur une trousse d'hygiène pour usage au travail, au motif qu'un pourcentage important des employés d'origine indienne ou caribéenne, en majorité des Noirs, dégage une odeur forte, particulièrement désagréable pour les clients. Il s'en est suivi une inquiétude constante, voire une obsession qui a amené le patient à abuser des bains de bouche et à développer une tendance à se couvrir la bouche de la main en parlant.

Comme il s'agissait d'un patient dont l'hygiène était satisfaisante, comme je n'avais pas d'autre solution à lui offrir, je lui ai confié ma propre expérience avec mon médecin de famille, plusieurs années auparavant. Ce dernier, à la découverte d'une tension artérielle élevée, me dit, sans nuancer son propos, tout de go, qu'il s'agirait là d'un héritage de la traversée négrière de l'Atlantique. Le sel de la mer absorbé par le sang des ancêtres, transporté jusqu'aux poumons, serait la cause de l'hypertension artérielle et des maladies du cœur chez les Noirs d'Amérique. J'avoue ne pas avoir creusé le sujet. Néanmoins, le raisonnement m'avait paru arbitraire, suspect ; une manière de survoler les vrais problèmes ou de les banaliser. D'ailleurs, comment qualifier de « raisonnement « ces conclusions hâtives, partiales, qui selon moi, s'inspirent du même esprit discriminant et obéissent à des motivations tout aussi ambigües.

Et que dire de ces gens qui vous approchent pour vous dire combien vous avez de belles dents, des dents blanches ! Une façon de se donner bonne conscience. Comme si l'on vous faisait une concession, en assignant aux Noirs cette qualité qui ferait défaut aux Blancs, à savoir d'avoir les dents blanches. Une façon plus subtile, plus perfide de discriminer, d'insinuer que vous appartenez à une autre humanité, une humanité différente ?

En résumé, la mauvaise haleine est un phénomène que l'on rencontre partout où les causes existent, et elle peut même toucher de façon passagère des individus bénéficiant d'une bonne santé dentaire. C'est une évidence que des individus issus de n'importe quel groupe ethnique, appauvris, dénutris, immuno-déficients, non-éduqués, isolés , les victimes de la vie, des pressions de leur métier, de l'agressivité ambiante du stress, de l'anxiété, des menaces de chômage, présentent des troubles fonctionnels tels les maux de dos, les migraines, l'insomnie, associés à la xérostomie (sécheresse buccale) ou à l'halitose (la mauvaise haleine).

Par ailleurs, il est à noter que certains groupes ethniques ont l'os plus dur, l'émail des dents plus calcifié, mieux minéralisé ; mais ils n'ont pas nécessairement de belles dents, bonnes à croquer ; car la carie, point où convergent tant de facteurs entrelacés est particulièrement une attaque chimique, acide, acidogène, qui provoque la formation de cavités dans les tissus dentaires et en altère la substance.

Il circule une quantité d'idées reçues, de déformations qui ont une force incomparable de pénétration et de propagation et qui peuvent, malheureusement, occulter les facultés de discernement et le sens de l'objectivité.

L'halitose ne relève en aucun cas d'une quelconque fatalité chez un groupe ou une collectivité, mais constitue une réalité contre laquelle on peut se battre et apporter des réponses appropriées.

Pierre-Michel Smith, DMD - MD

*Ce texte est la synthèse d'un exposé par l'auteur au Congrès Annuel de l'Association des Médecins Haïtiens à l'Étranger (AMHE), en 2004, à Orlando.

La métamorphose de Bachar el-Assad



Dès sa première rencontre avec Bachar el-Assad, Hugo Chávez affirmait qu'il deviendrait le principal leader révolutionnaire dans le monde.

Par Thierry Meyssan

Depuis la retraite de Fidel Castro, la mort d'Hugo Chávez et l'interdiction faite à Mahmoud Ahmadinejad de présenter un candidat à l'élection présidentielle iranienne, le mouvement révolutionnaire n'a plus de leader mondial. Ou plutôt, n'en avait plus. Cependant, l'incroyable ténacité et sang-froid de Bachar el-Assad a fait de lui le seul chef d'Exécutif au monde qui ait survécu à une attaque concertée d'une vaste coalition coloniale conduite par Washington et qui ait été largement réélu par son peuple.

Bachar el-Assad ne souhaitait pas entrer en politique. Il se destinait à être ophtalmologue. Cependant, à la mort de son frère Bassel, il rentra du Royaume-uni où il poursuivait ses études et accepta de servir sa patrie et son père. À la mort de celui-ci, il consentit à lui succéder pour maintenir l'unité du pays. Ses premières années de gouvernement furent une tentative de modifier la composition des classes sociales de manière à rendre possible un système démocratique que personne ne lui réclamait. Patiemment, il démantela le système autoritaire du passé et commença à associer la population à la vie publique.

Cependant, à peine arrivé au pouvoir, il fut informé que les États-Unis avaient décidé de détruire la Syrie. Aussi sa présidence fut-elle principalement tournée vers le renforcement de l'Armée arabe syrienne, l'élaboration d'alliances extérieures, et des tentatives de déjouer le complot. Dès 2005, avec la commission Mehlis, il dut affronter l'opposition du monde entier qui l'accusait de l'assassinat de Rafic Hariri. Mais ce n'est qu'en 2011, que les puissances coloniales s'unirent à la fois contre lui personnellement et contre la Syrie.

Quelle ne fut pas sa surprise, au début des événements, en recevant une délégation de la bourgade syrienne où s'était tenue la plus importante manifestation, d'entendre celle-ci lui réclamer pour toute revendication l'expulsion des alaouites de la ville. Révolté, il mit fin à l'entretien et décida de défendre jusqu'au bout la civilisation syrienne du « vivre ensemble ».

Durant trois ans, le timide médecin se transforma en chef de guerre. D'abord soutenu presque exclusivement par son armée, puis progressivement rejoint par son peuple, il fut élu en pleine guerre pour un troisième mandat par 88,7 % des suffrages exprimés, soit 65 % du corps électoral. Son discours d'investiture exprime à quel point il a changé au cours des événements [1].

L'idéal qu'il y exprima est d'abord celui du service de la Patrie républicaine. Il s'est battu pour défendre ces hommes et ces femmes que l'on destinait à vivre sous la férule d'une dictature religieuse au service de l'impérialisme. Et parfois, il s'est battu pour eux, et contre leur volonté. Il s'est battu pour eux en doutant de parvenir à la victoire, préférant mourir pour la Justice que d'accepter l'exil doré mais honteux que lui proposaient les « Occidentaux ».

Pourtant, peu avant, les dictateurs Zine el-Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak avaient cédé dès les premières injonctions de Washington, et laissé leur pays aux mains des Frères musulmans. Pis, l'autocrate Hamad ben Khalifa Al Thani avait abdiqué, comme un enfant docile, au premier froncement de sourcils de Barack Obama, préférant jouir de sa fortune volée que de combattre.

Il s'agissait au départ pour Bachar el-Assad de résister aux coups de l'impérialisme. Mais alors que s'approche la victoire, la volonté lui est venue d'aller plus loin, de remettre en cause le désordre mondial. Il s'est découvert comme un vrai leader révolutionnaire, exactement comme Hugo Chávez l'avait perçu alors que le monde le prenait encore pour un simple fils-à-papa. Et à ce titre, et quelle que soit la félonie de certains politiciens, il ne peut pas ne pas prendre la défense du peuple palestinien que les colons israéliens massacrent à Gaza.

La Révolution de Bachar el-Assad est d'abord un combat de libération contre l'obscurantisme religieux, que les monarchies wahhabites d'Arabie saoudite et du Qatar incarnent dans le monde arabe. Elle entend garantir le libre épanouissement de chacun quelle que soit sa religion et s'affirme donc comme laïque, c'est-à-dire qu'elle s'oppose au conformisme religieux. Elle pose que Dieu ne soutient aucune religion en particulier, mais la Justice commune à tous. De fait, elle renvoie la croyance en Dieu dans la sphère privée, pour en faire la source de la force qui permet à chacun de lutter contre un ennemi supérieur en force et de le vaincre collectivement.

Comme tous ceux qui ont traversé une guerre, Bachar el-Assad n'a pu admettre l'idée que les horreurs commises l'aient été par des hommes mauvais plantant « leurs crocs dans le corps syrien, semant mort et destruction, dévorant cœurs et foies humains, égorgeant et décapitant ». L'accepter aurait été perdre tout espoir en l'espèce humaine. Aussi a-t-il vu derrière leurs agissements l'influence du Diable, les manipulant à travers les soi-disant « Frères musulmans ».

Le nom du « Diable » fait étymologiquement référence au double discours qu'il tient. Le président el-Assad a donc démonté le slogan des « printemps arabes », imaginé par le département d'État pour placer les Frères musulmans partout au pouvoir au Maghreb, au Levant et dans le Golfe. Partout l'asservissement à l'impérialisme suivait les drapeaux coloniaux, celui de la monarchie wahhabite des Sénoussi en Libye, celui du mandat français en Syrie, tout en se réclamant paradoxalement de « la Révolution » aux côtés des tyrans de Riyad et de Doha.

La guerre fut pour lui un long cheminement personnel. Il l'a vécue guidé par sa morale : le « service de l'intérêt public », ce que les Romains appelaient « la République », mais que les Britanniques considèrent comme une chimère masquant des ambitions autoritaires. Comme Robespierre « l'Incorruptible », il a compris que ce service ne souffrait d'aucune trahison, donc aucune corruption. À l'instar de son père, Hafez el-Assad, il vit sobrement et se méfie du luxe ostentatoire de certains capitaines du commerce et de l'industrie, fussent-ils de ses proches.

Il est devenu un leader révolutionnaire ; le seul chef d'Exécutif au monde qui ait survécu à une attaque concertée d'une vaste coalition coloniale conduite par Washington. Ce faisant, il entre dans l'Histoire.

Note

[1] « Discours inaugural du président Bachar el-Assad », par Bachar el-Assad, Réseau Voltaire, 16 juillet 2014.

Réseau Voltaire 28 juillet 2014

La Chine et le Venezuela élèvent leurs relations au niveau de partenariat stratégique global

Le président chinois Xi Jinping et son homologue vénézuélien Nicolas Maduro ont convenu dimanche à Caracas d'élever les relations bilatérales des deux pays au niveau de partenariat stratégique global. La Chine et le Venezuela sont de bons amis qui se vouent une confiance mutuelle et d'excellents partenaires aux bénéfices réciproques, a indiqué M. Xi, lors d'une réunion avec M. Maduro.

La Chine chérit la contribution du défunt président vénézuélien Hugo Chavez au développement des relations bilatérales, et apprécie la politique amicale de M. Maduro avec la Chine, un héritage de l'ancienne direction vénézuélienne, a souligné le président chinois. Rappelant que l'année courante marque le 40e anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays, M. Xi a fait savoir que les relations sino-vénézuéliennes traversent une étape importante qui relie le passé au futur.

M. Xi a avancé une proposition en quatre points pour porter les relations sino-vénézuéliennes à un partenariat marqué par la confiance mutuelle stratégique, la coopération complète, les bénéfices réciproques, les résultats gagnant-gagnant ainsi que le développement commun.

Premièrement, M. Xi a appelé les chefs d'Etat des deux pays à maintenir des contacts réguliers, et leurs gouvernements, partis et corps législatifs à intensifier les échanges, renforcer la planification stratégique, approfondir la confiance politique mutuelle et continuer à se soutenir dans les affaires liées à leurs intérêts fondamentaux.

Deuxièmement, la Chine et le Venezuela doivent travailler en vue d'obtenir des résultats concrets.

M. Xi a exhorté les deux pays à renforcer la structure de haut niveau pour développer une coopération à niveaux multiples en matière de finances, d'investissement et d'énergie.

Les deux pays devront profiter de leur mécanisme de coopération en finances pour promouvoir la coopération dans les domaines des mines, de la construction des infrastructures, de la science et de la technologie.

M. Xi a fait remarquer que la Chine est prête à élargir le transfert de technologie satellitaire au Venezuela et encourage les compagnies chinoises à prendre part à la construction de la zone économique spéciale du Venezuela.

Troisièmement, M. Xi a exhorté les deux pays à accroître les échanges et les communications. La Chine et le Venezuela devront saisir l'opportunité présentée par le 40e anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques bilatérales pour renforcer la coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, du tourisme et des médias, pour consolider le soutien public envers les liens bilatéraux.

Quatrièmement, M. Xi a appelé la Chine et le Venezuela à traiter leurs relations bilatérales dans le contexte élargi des relations Chine-Amérique latine, de la coopération entre les pays en développement ainsi que de la paix et du développement du monde.

La Chine s'apprête à travailler avec le Venezuela pour promouvoir la coopération entre Beijing et toute l'Amérique latine. Les deux parties devront également renforcer la coordination et la coopération dans des dossiers internationaux, tels que la gouvernance économique mondiale, la sécurité énergétique et le changement climatique, en vue de renforcer la voix des pays en développement et de promouvoir un ordre mondial plus juste et plus rationnel, a conclu M. Xi.



Le président vénézuélien Nicolas Maduro et son homologue chinois Xi Jinping

Pour sa part, M. Maduro a indiqué que la Chine et le Venezuela jouissent d'une solide confiance politique réciproque et que les deux pays partagent des points de vue similaires sur de nombreux dossiers.»Nous... admirons les grandes réalisations de la Chine dans sa cause du socialisme aux caractéristiques chinoises et croyons que la Chine jouera un rôle plus important dans la promotion de la paix et du développement du monde», a-t-il indiqué.

Le président vénézuélien a déclaré vouloir hériter de la volonté du défunt président Chavez et renforcer la coopération tous azimuts avec la Chine. «J'accepte les propositions faites par le président Xi, lors des discussions et espère maintenir d'étroits contacts avec lui afin de faire avancer la coopération bilatérale», a-t-il poursuivi.

M. Maduro a déclaré que le Venezuela invite les entreprises chinoises à élargir les investissements dans le pays, particulièrement dans l'industrie pétrochimique et la construction de zones économiques spéciales. Maduro a également informé M. Xi de la situation domestique au Venezuela. Il a déclaré que le Venezuela s'engageait à maintenir la stabilité nationale, à promouvoir la croissance économique et à renforcer les capacités du parti au pouvoir.

M. Xi a souligné que la Chine «respecte la voie de développement choisie par le Venezuela, qui convient à ses conditions nationales». La Chine soutient les efforts déployés par le gouvernement vénézuélien pour maintenir la stabilité intérieure et est convaincue que le gouvernement et le peuple du Venezuela sont capables de bien gérer ses problèmes domestiques, de maintenir son harmonie et d'assurer le développement économique et social, a indiqué M. Xi. «La Chine et le Venezuela sont prêts à apprendre l'un de l'autre sur la gouvernance et à échanger leurs expériences sur la construction des partis», a déclaré M. Xi.

Les deux dirigeants ont également échangé leurs points de vue sur des questions régionales brûlantes. Avant leur rencontre, M. Xi a déposé une gerbe sur la tombe du libérateur de l'Amérique du Sud, Simon Bolivar.

Le président chinois est arrivé dimanche au Venezuela pour effectuer une visite d'Etat, la 3e destination de sa tournée de quatre pays en Amérique latine, qui le conduira également à Cuba. Il s'est déjà rendu au Brésil et en Argentine.

French.china.org.cn
21 juillet 2014

Suite de la page (7)

Première Instance de Jérémie en date du 25 Janvier 2010 signifiée le 20 Février de la même année et à l'arrêt de la Cour de Cassation de la République annulant le Jugement du Tribunal criminel sans assistance de jury de Jérémie en date du jeudi vingt-quatre Mai deux mille douze et renvoyant la cause et les partie par devant le Tribunal criminel des Cayes. Qu'il vous plaise aussi Honorable de CITER DES TEMOINS dans ce procès question d'éclairer la lanterne du Tribunal, ainsi donc une liste de témoins vous est acheminée aux fins utiles de droit.

Veuillez recevoir ci-joint la liste des TEMOINS A CITER dans le cadre de ce procès criminel.

Respectueusement,

Mario JOSEPH, Avocat

CC : Me Jean Renel SANON, Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique

Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire

Madame Florence ELIE Office du Protecteur des Citoyens

Monsieur Pierre ESPERANCE, Réseau National de Défense des Droits Humains

Monsieur Gustavo GALLON, Expert Indépendant sur la situation des Droits Humains en Haïti

Commission Interaméricaine des Droits Humains

Port-au-Prince, le 30 juillet 2014

AVIS JUDICIARE

Par ces causes et motifs, le Tribunal jugeant à charge d'Appel, après en avoir délibéré au vœu de la loi, maintient le défaut sollicité contre le nommé Willy Sainterme à l'audience du Jeudi vingt-sept février deux mille quatorze ; dit que l'opposition à l'opération d'arpentage du six février deux mille quatorze faite par le cité qui se fait passer pour héritier de la veuve Vanel Detournelles Née Anita Dessources à l'opération d'arpentage en rafraichissement des lisières sur la propriété de celle-ci se révèle fantaisiste et téméraire, ordonne en conséquence main levée de la dite opposition, ordonne en outre la continuation de la dite opération d'arpentage entreprise par le requérant et discontinuation par opposition du cité. En le condamne à vingt mille gourdes de dommages et intérêts pour les préjudices causés au requérant ; le condamne aux frais et dépenses liquidés à deux mille gourdes, non compris le coût de la présente sentence. Arguments des articles : 49 et 50 du C.P.C ; 1168 et 1169 du C.C.H.

Donné de nous, Me Robelto Francilus Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt-sept février deux mille quatorze avec l'assistance de notre greffier en siège le sieur Coulange Mathéau.

Il est ordonné à tous Huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à l'exécution, aux Commissaires du Gouvernement près les Tribunaux Civils d'y tenir la main. A tous commandants ou autres officiers de la force Publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront requis.- De tout quoi avons dressé et clos ce présent jugement les jours, date, mois, An et heure que dessus pour servir et valoir ce que de droit. Avec trois mots rayés nuls et trois renvois en mages paraphés bons.

Ainsi signé : Me Robelto Francilus, Juge de Paix Suppléant et Coulange Mathéau Greffier. Collationnée pour expédition copie conforme à la minute.- ___________________________

Coulange Matéau
Greffier

Suite de la page (10)

d'un pays et après sous prétexte de défense des droits de l'homme, de l'enfant, de la femme, des personne âgées, il intervient avec le Conseil de Sécurité ; quel Conseil de Sécurité ?, pour moi ce soi-disant Conseil de Sécurité des Nations Unies continue d'être le conseil de l'insécurité, le conseil de l'invasion aux peuples du monde ».

Pour affronter cette agression impérialiste, Morales a demandé aux délégués de la FSM d'élaborer « une nouvelle thèse politique pour libérer les peuples du monde » qui surpasse « les revendications sectorielles pour creuser la crise dans le capitalisme et l'achever, de même que l'oligarchie et les hiérarchies » [4]. En résumé, pour un observateur qui n'a pas perdu la mémoire historique, ce que Poutine a dit n'est qu'une explication aux diplomates russes de la conclusion à laquelle le peuple russe, et au moins une partie de ses dirigeants, sont arrivés après avoir subi l'expérience de la Perestroïka et de l'application brutale des politiques néolibérales, et de vivre l'expérience actuelle de comment se comporte l'impérialisme usaméricain quand un peuple veut chercher sa propre voie, même dans le capitalisme, sans sous estimer que tout cela doit aider à revivre ce que l'impérialisme a cherché à enterrer : l'enseignement de Lénine sur l'impérialisme.

Il n'est pas si facile de gommer la mémoire historique des peuples, et tout en pensant à cela, j'ai lu l'article « Un regard vers le passé » de Ricardo Alarcón de Quesada, ex-président de l'Assemblée Nationale de la Cuba, qui termine par la phrase suivante : « Après avoir tourné le regard vers ces années pleines de rêves, l'avertissement de William Faulkner me vient à l'esprit : « Le passé ne meurt jamais. Il n'est même pas passé » (publié dans la revue chilienne le Point final, une édition n° 807 du 27 juin 2014)

Peu de jours avant la réunion de la FSM, le président Evo Morales a été l'amphitryon de la réunion du G77+China, et sans doute, c'est là qu'il a perçu beaucoup de ressenti sur la gesticulation brutale de l'impérialisme et la volonté de nombreux gouvernements de pouvoir défendre leurs intérêts légitimes nationaux. Quelque chose qui, sous l'empire néolibéral, est interdit. De nouveau, quand les peuples vivent sous la férule impériale et récupèrent la mémoire historique, il est logique que revienne le besoin d'une stratégie anti-impérialiste.

Dans une analyse récente intitulée « America's Real Foreign Policy – À Corporate Protection Racket », l'intellectuel us Noam Chomsky décrit le vrai objectif historique de la politique extérieure US : protéger les intérêts du secteur des grandes entreprises avec « le nationalisme économique (le protectionnisme qui) dépend en grande partie de l'intervention étatique massive » ; et c'est pourquoi en règle générale, il s'est opposé par tous les moyens à ce que des autres pays aient des politiques de « nationalisme économique ».

Cela, avance Chomsky avec des références documentaires, est valable pour toute l'analyse de la politique usaméricaine vers l'Amérique Latine et vers les Caraïbes, et c'est la toile de fond de l'ensemble de la politique extérieure usaméricaine dans toute la période postérieure à la Deuxième Guerre mondiale, quand le système mondial qui allait être dominé par les USA a été menacé par ce que les documents internes nommaient les « régimes radicaux et nationalistes » qui répondent aux pressions populaires pour un développement indépendant [5].

Ce que Chomsky expose cadre avec ce qu'en 1945 anticipait Karl Polanyi, que les US ont été le foyer du capitalisme libéral du 19e siècle et c'est suffisamment puissant pour poursuivre seulement la politique utopique de restaurer le libéralisme. Et, dans ce sens et avec toutes les limites qu'il supporte, le régionalisme est pour l'instant le principal font anti-impérialiste, et l'autre aura devra être construit par les peuples, par leurs organisations politiques, syndicales et sociales.

L'anti-impérialisme et « le fait d'être ou « de ne pas être » de la gauche

Ci-dessus, nous posions que les processus d'intégration régionale en Amérique Latine et en Eurasie avec la participation active des États et de leurs institutions, même avec les limitations qu'ils supportent après s'être inscrits dans une stratégie qui n'établit pas la sortie du capitalisme, c'est pour l'instant le principal front anti-impérialiste. Et voilà que nous finissons par remarquer que l'autre front anti-impérialiste, que le président bolivien Evo Morales a demandé à la Fédération Syndicale Mondiale, devra être construit par les peuples, par leurs organisations politiques, syndicales et sociales [1]).

Evo Morales a donné dans le clou en demandant l'identification « des instruments actuels de domination du capitalisme, de l'impérialisme » pour pouvoir élaborer « une nouvelle thèse politique pour libérer les peuples du monde » qui dépasse « les revendications sectorielles pour creuser la crise du capitalisme et l'achever, de même les oligarchies et les hiérarchies ».



Cette identification est cruciale parce que l'impérialisme néolibéral est plus que la somme de ses parts connues et visibles, comme l'OTAN et les milliers de bases militaires des États-Unis d'Amérique (US) présentes dans le monde entier, ou les accords de libre-échange et de protection des investissements. C'est un système beaucoup plus élaboré, destructif et totalitaire de domination que ce qu'il feint, et qui grâce à la société de consommation, au contrôle des médias et à la promotion de l'individualisme antisocial, possède la capacité de « se glisser » par tous côtés, de contaminer les cultures pour détruire toute capacité d'opposition. Et la liste de ses conséquences néfastes est trop longue pour l'énumérer dans cet article.

C'est pourquoi « l'intelligence sociale » des peuples, et de la gauche, doit être dirigée à penser, à analyser et formuler, dans ses enceintes respectives, les bonnes questions qui nous guident dans la recherche de la vraie image de l'impérialisme néolibéral et qui identifie ses alliés, ainsi que les classes et les groupes sociaux qui en sont les victimes principales et qui doivent être protagonistes dans cette lutte. Qui désigne les aspects stratégiques qui doivent constituer les objectifs principaux, et à partir de là, construire une stratégie anti-impérialiste pour mener les luttes sur différents fronts, que mènent déjà les peuples de la périphérie actuelle ou passée et les extrêmement importantes que doivent livrer les peuples des pays centraux de l'empire, et à s'assurer les deux confluents dans l'objectif commun de dépasser le capitalisme.

Après avoir entrepris ce travail, nous devons comprendre que le « régionalisme » qui inclut l'intervention des États pour développer les forces productives de l'ensemble des économies nationales, celui d'une propriété étatique, privée ou sociale, permettra de continuer de résoudre les problèmes de retard, de pauvreté et d'exclusion sociale et économique qu'a laissés le sous-développement créé par la dépendance et a aggravé l'expérimentation des néolibérales politiques des trois dernières décennies du 10e siècle, comme c'est le cas dans la majorité des pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe.

Dans le cas de la Russie - et d'autres pays de l'ex-Union soviétique - ce type du régionalisme, et encore plus, s'il se complète avec celui qui inclut la Chine et d'autres pays de l'Asie - permettra de développer les forces productives de l'ensemble des économies et la reconstruction des États et d'institutions détruits ou démantelés par l'application des recettes néolibérales à partir des années 90, lesquelles ont provoqué l'appauvrissement massif de peuples qui avaient atteint de bons niveaux de vie, de sécurité et de justice sociale.

La Chine est un cas et un exemple particulier pour le développement du régionalisme planifié parce que c'est un pays qui se proclame socialiste et où se combine la propriété étatique socialiste – dominante dans des secteurs basiques - avec la propriété privée de type capitaliste – prépondérante dans beaucoup de branches de l'économie - et des niches de propriété commune. Telle quelle la Chine a obtenu que l'entrée du néolibéralisme (à travers des sociétés transnationales ou des accords commerciaux) n'affaiblisse pas de manière remarquable les capacités de l'État ou de ses principales institutions et des entreprises, continuant ainsi une politique de défense de l'État central qui dans ce pays millénaire a une très longue histoire.

La politique chinoise de faire respecter les contrôles étatiques pour les filiales des sociétés transnationales dans le pays a réussi, comme le remarquaient les sociologues Giovanni Arrighi et Beverly Silver, qui aux US doutaient de la « fidélité » de ces filiales envers les intérêts usaméricains (Chaos et ordre dans le système-monde moderne. Giovanni Arrighi et Beverly Silver, les Éditions Akal, 2001 - (En anglais : « Chaos and Governance in the Modern World System » - ISBN 978-0816631520)). En ce sens on peut interpréter les objectifs de l'insertion de pays socialistes avec une longue et fidèle tradition anti-impérialiste, comme le Viêt-Nam ou Cuba, dans les processus d'intégration régionale qui impliquent une ouverture au marché et au capital étranger.

Plusieurs analystes estiment que les négociations récentes entre la Russie et la Chine pour augmenter la coopération, le commerce et les investissements, ainsi que pour faire les échanges dans leurs monnaies nationales pour échapper à la domination du dollar – objectif qui figure dans l'agenda du BRICS - créera une masse critique pour l'expansion du régionalisme avec une intervention robuste étatique vers des pays comme l'Iran, l'Inde et le Pakistan, en créant ou en renforçant les liens avec l'intégration régionale en Amérique Latine et aux Caraïbes, et peut-être en favorisant quelque chose de similaire en Afrique, comme c'était l'objectif du leader libyen Mouammar Kadhafi, et probablement la raison de son renversement et assassinat en 2011 par les forces combinées de la France, de la Grande-Bretagne et des US.

Néanmoins, tout cela dépend du fait que ces expériences de régionalisme concrétisent et montrent des résultats dans la vie concrète des peuples, et résistent aux torpilles quotidiennes des agents de l'impérialisme néolibéral dans ces pays et aux agressions économiques, financières, subversives ou militaires de l'impérialisme et de ses Forces Alliées depuis l'extérieur.

Un aspect essentiel de toutes ces expériences d'intégration régionale, qui mérite d'être souligné, est l'intérêt manifeste – visible dans les discours de beaucoup de gouvernants, dont ceux de Vladimir Poutine - de « réincruster » ou de maintenir « incrustées » les économies dans les sociétés ou bien que les économies recommencent à être ou se maintiennent subordonnées aux sociétés, et dans ce sens, c'est une attaque à un aspect central de l'impérialisme néolibéral que la Première ministre britannique Margaret Thatcher a défini avec clarté en 1987 quand elle a dit que « there is not such thing as society », soit en tant que telle la société n'existe pas, condition requise pour rendre effective la devise néolibérale qu' « il n'y a pas une autre alternative » à ce système, aussi énoncée par madame Thatcher.

Mais il faut clarifier que la garantie de ce que ces intégrations régionales seront quelque chose de plus qu'une « résistance épisodique anti-impérialiste » dépendra de la participation et de la pression sociale et politique pour que le développement se dirige vers les objectifs sociaux les plus vastes possibles, pour que se développent les démocraties participatives qui permettent de défendre et d'approfondir les anti-impérialistes politiques ; tache que, par intérêts de classe, doivent réaliser les organisations sociales, de travail et politiques du peuple travailleur, les étudiants et tous les secteurs sociaux qui ont été, sont ou pourront être les victimes principales de l'aplanisseuse néolibérale.

L'anti-impérialisme dans les pays centraux du capitalisme

Avec l'impérialisme néolibéral est resté dans un espace hors de la discussion que l'ensemble des classes qui vivent d'un revenu du travail aux US, Dans les pays de l'Union Européenne (UE) et que d'autres pays du champ impérialiste, perdent rapidement ce qui a été conquis pendant la brève ère (1945-1975) de l'État-bienfaiteur.

Le chômage et l'exclusion sociale augmentent, pratiquement plus personne n'a la sécurité de l'emploi et le travail à temps partiel et mal payé est la norme. Et voilà que nous assistons à un phénomène jamais vu, celui d'une génération de jeunes avec des niveaux élevés de connaissances qui en grande partie restera en dehors du marché du travail, et des retraités dont les pensions baissent ou sont menacées de disparition.

C'est le résultat de politiques appliquées dans les pays du capitalisme avancé pour continuer à accumuler la richesse sociale dans très peu de mains, ce qui provoque la disparité obscène de revenus que nous connaissons, tandis que dans la pratique, n'a jamais été aussi grande la capacité de produire les biens et les services socialement nécessaires, grâce à l'énorme développement des forces productives.

Les transnationales des pays centraux de l'empire offrent de moins en moins de postes de travail et paient des salaires moindres dans les sociétés où elles transfèrent leurs opérations aux filiales créées dans les pays lointains ou voisins où elles emploient des travailleurs mal payés. De ces opérations provient environ la moitié des profits de ces entreprises, qui arrivent comme la rente différentielle – la plus-value produite dans un autre pays arrive comme rente différentielle - aux propriétaires des monopoles et aux transnationales. Cela explique l'augmentation des profits des transnationales, et la perte des emplois salariés est la clé de la baisse de la demande finale et de la faible croissance de l'économie réelle des pays centraux.

Il n'est pas nécessaire d'expliquer les drames sociaux que la majorité des gens vivent dans les pays du capitalisme avancé. La droite et les gauches le savent et en surface le détaillent fréquemment ; mais ce qui étonne,

Suite à la page (16)

Suite de la page (3)

décolonisation mentale est la voie sûre de la libération de l'esprit, des idées, pensées dominantes et de la désoccupation définitive du territoire après 99 ans d'occupation.

Au début du déroulement de l'université d'été, la question d'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement a été débattue, d'abord par l'architecte Leslie Voltaire et l'agronome Anthony Dessources. Par la suite, elle a suscité des réactions de la part des participants, témoins de la dégradation systématique de l'environnement. Des jeunes universitaires, à savoir ; Jonas Pierre-Louis, Wanex Dumé, Tataille Fequel et James Junior Mondelus traitant le sous- thème gouvernement et le rôle des trois pouvoirs ont critiqué la gouvernance de monsieur Martelly et Lamothe qui ont fait choix de diriger le pays usant de corruption, d'indignité, de mensonge et de propagande. Les deux autres pouvoirs, le Législatif et la Judiciaire se sont laissés vassalisés par l'Exécutif, tandis que celui-ci exécute les diktats de l'ancienne puissance coloniale et de l'impérialisme Nord-américain. Pour remédier à cet état de fait, il faudrait des hommes libérés de la pensée dominante au pouvoir, capables de réorienter la politique publique d'Haïti vers les intérêts supérieurs de la Nation.

Des ex-parlementaires comme Wesner Emmanuel, Louis Gérald Gilles et Lionel Etienne ont établi la différence entre les législatures antérieures et celle d'aujourd'hui. Selon les intervenants, la vraie fonction d'un parlementaire a été délaissée. Légiférer et contrôler [le pouvoir] ont perdu leur sens. Ils ont été remplacés par l'envie de faire de l'argent dans n'importe quelle condition et sans aucune gêne, surtout au niveau des députés membres de PSP et des sénateurs proches du pouvoir tètkale. Ils ont investi tout leur temps à faire des va-et-vient dans les ministères à la recherche de faveurs et de privilèges. Ils se transforment en des agents d'un prétendu développement pour s'assurer le renouvellement de leur mandat, alors qu'ils ne font pas le travail pour lequel le peuple leur a conféré un mandat. Dans ce jeu de coquins, le grand perdant est le peuple.

L'économiste Eddy Labossière était intervenu sur la thématique : « Quelle politique pour quel développement ?». Peut-on parler de l'économie haïtienne dans un pays où 70% de la population vivent dans l'extrême pauvreté ? La pauvreté constitue la principale source de l'insécurité, de l'instabilité politique, de la violence. Pourtant le rôle de l'économie est de promouvoir la croissance, la redistribution de la richesse, la création d'emplois, la création de la richesse. En Haïti, c'est le contraire qui s'est produit, avec une économie qui repose sur la rente, c'est la fuite de la monnaie, un terrain fertile pour



De gauche à droite Claude Roumain, Lionel Etienne au micro et le Dr. Gabriel Nicolas

produire la misère. Le modèle économie néolibéral imposé à Haïti depuis des décennies conduit directement le pays à la perte de 4 niveaux de gouvernance : gouvernance politique, gouvernance économique, gouvernance institutionnelle et gouvernance sociale.

D'autres ont estimé que le coup d'Etat-kidnapping du 29 février 2004 et le tremblement de terre du 12 janvier 2010 ont contribué également à la perte de la gouvernance de l'Etat en Haïti. Le pire, c'est que le premier conduisait directement le pays sous l'occupation des forces étrangères qui perdurent jusqu'à maintenant.

Dans la même logique du thème central, investir dans l'humain par la décolonisation mentale, les appareils idéologiques d'Etat, tels : la famille, l'église, l'école et les médias (la presse) ont été examinés par des intervenants chevronnés. La thématique, décolonisation mentale pour une presse (media) indépendante et progressiste a été débattue par Yves Pierre-Louis et Hervé Jean Michel. Selon les intervenants, face à une presse qui se met aveuglément au service de l'idéologie dominante, une presse indépendante et progressiste doit émerger pour accompagner la classe dominée dans ses légitimes revendications. Sa véritable mission est de combattre en toute rigueur le mensonge et la propagande dégoûtante sur lesquels repose la pensée dominante. Elle cherche toujours à être le plus près possible de la vérité, de la justice. Elle prend toujours la défense de la classe exploitée et reste du côté des masses populaires. Enfin une presse engagée dans la lutte pour la libération d'Haïti sous le joug des forces étrangères.

Le Dr. Charles Tardieu de son côté a traité de la thématique de l'éducation comme champ privilégié d'investir dans l'humain pour la décolonisation mentale. Quel système éducatif pour sortir la population de la colonisation mentale qui perdure depuis des siècles ? L'intervenant définit l'éducation comme un service public d'un Etat responsable, dont l'objectif principal est de former les citoyens de façon autonome pour le bien-être général de la société. Elle développe l'esprit de créativité, d'initiative et d'entreprenariat. C'est également un outil de communication, de culture générale et universelle, scientifique, technique et de maîtrise de la nouvelle technologie.

L'expert indépendant de l'ONU, Gustavo Gallon en visite en Haïti au cours du mois de juillet 2014, a indiqué que l'accès à l'éducation, à la santé, au logement, à la justice, aux droits humains est très loin d'être respecté. L'éducation constitue l'un des facteurs de l'Indice de Développement Humain (IDH), qui, selon PNUD, régresse constamment. En effet, Haïti est passée de la 145ème place en 2010 à la 168 e en 2014. Le dernier rapport de l'Indice de Développement Humain et celui de l'expert de l'ONU démentent les slogans du pouvoir disant : Ayiti ap vanse, [grâce au] programme d'éducation gratuite, EDEPEP du régime tètkale. Enfin, d'autres thématiques telles: inégalités sociales, obstacle au développement, gouvernance et institutionnalisation de l'Etat, Décolonisation mentale pour une éducation saine et nationale ; Investir dans l'humain et la problématique de genre ont aussi été débattues au cours de l'édition de l'université d'été de 2014 de l'Organisation politique Fanmi Lavalas.

Différentes propositions ont été dégagées pour résoudre en toute indépendance les problèmes politiques, économiques, sociaux, culturels, moraux, environnementaux de la première République nègre du monde. Les participants ont appelé Fanmi Lavalas et ses candidats aux prochaines élections à mettre en application toutes les propositions qui ont été faites et de rester à l'écoute de la population afin d'apporter des solutions aux légitimes revendications du peuple haïtien après la prise du pouvoir [par le parti].

Suite de la page (15)

c'est le manque d'analyse plus profonde sur le changement structurelle de la manière de produire du capitalisme et de ses effets dans la société, dans le système politique, qu'il y a décennies André Gorz et autres ont décrit et qui ont peu ou prou influé sur la pensée et les programmes des principales forces de la gauche.

Cependant, c'est dans ces pays où le capitalisme industriel est déjà tombé avec les barrières systématiques qui le « jettent en l'air », où il ne peut déjà pas se reproduire en tant que tel et comme société, comme Karl Marx le posait, et où existent déjà les conditions économiques et sociales pour des changements radicaux, pour ne pas nommer ce qui est nommé très rarement, pour réaliser la révolution sociale qui complète la sortie du capitalisme dans toutes ses formes.

Et si d'une révolution sociale on parle, parce que le capitalisme dominant n'a absolument rien à offrir de positif aux sociétés et aux peuples des pays du capitalisme central, il est grave de constater l'absence d'une politique anti-impérialiste claire qui porte un nom et un nom de famille dans les discours et les programmes des partis de la gauche radicale, parce que l'empire néolibéral US a beaucoup d'associés disposés à participer au pillage, comme on l'a vu avec la participation active des pays de l'UE dans les agressions militaires en Libye et en Syrie, avec l'appui de l'UE dans les sanctions et le harcèlement de l'Iran, et maintenant l'appui au coup d'État avec l'aide des néonazis en Ukraine.

Et que dire de l'appui ou du silence complice de partis de la gauche radicale devant ces politiques des pays de l'UE ou directement de l'UE ?

L'UE est un projet néolibéral qui applique le néolibéralisme à outrance dans les pays qui la composent, et fait partie de l'empire néolibéral. Sa politique extérieure, comme celle du Japon et d'autres alliés de l'empire est dirigée à essayer d'adapter la majeure partie du « gâteau » de "l'exploitation mondiale, et en poursuivant cet objectif quelques pays de l'UE ou de l'UE elle-même créent ou aggravent les conflits qui détruisent les économies et les sociétés dans de nombreux pays du Moyen-Orient et de l'Afrique.

Cela, au lieu d'être dénoncé et combattu comme faisant partie d'une politique pour lutter contre les impérialistes politiques « maison », première marche pour le combattre à une échelle internationale, brille par son absence ou n'a pas la place qu'elle devrait avoir dans les programmes et la pratique politique de beaucoup de forces et des partis qui sont définis comme partie de la gauche radicale. De là l'importance, de définir une stratégie anti-impérialiste qui incorpore cette réalité, qui gomme la claudication honteuse idéologique du passé et assume pleinement les théories révolutionnaires, pour que cette stratégie anti-impérialiste devienne le guide et l'outil qui orientent les luttes politiques et sociales à l'interne et à l'externe, qu'une solidarité internationale effective fait renaître.

En synthèse, construire une politique anti-impérialiste brillante et radicale qui nomme les choses par leur nom est la question « du fait d'être ou « de ne pas être » pour les gauches et autres forces qui luttent ou disent lutter, dans cette étape cruciale de l'humanité et de notre mère terre, pour mettre fin à l'empire néolibéral avant qu'il ne détruise certainement les sociétés et la planète.

Alberto Rabilotta est journaliste argentin depuis 1967. Au Mexique pour la « Milenio Diario de Mexico » Correspondant de Prensa Latina au Canada (1974). Directeur de Prensa Latina Canada, pour l'Amérique du Nord (1975-1986) Mexique, USA, Canada. Correspondant de l'Agence de Services Spéciaux d'Information, ALASEI, (1987-1990). Correspondant de l'Agencia de Noticias de México, NOTIMEX au Canada (1990-2009. Editorialiste sous les pseudonymes -Rodolfo Ara et Rocco Marotta- pour « Milenio Diario de Mexico » (2000-2010, Collaborateur d'ALAI, PL, El Correo, El Independiente et d'autres médias depuis 2009.

Notes

[1] Enregistrement de la conversation de Radoslaw Sikorski : La Vanguardia, Barcelona, 22/06/2014. En esp

[2] Karl Polanyi, « Universal Capitalism or Regional Planning ? », publié en janvier 1945 dans The London Quarterly of World Affairs. En français ceci est inclus dans le libre « Essais » de Karl Polanyi, Editions du Seuil, pages 485 à 493.

[3] Citation du discours du President Vladimir Poutine aux ambassadeurs de Russie, du 1er de juillet 2014. En anglais

[4] Citation du discours de Evo Morales en espagnol, pris de l'Agence Bolivienne d'Information

[5] Noam Chomsky, How Washington Protects Itself and the Corporate Sector

[6] Cita del discurso de Evo Morales tomada de la Agencia Boliviana de Información

Traduit de l'espagnol par : Estelle et Carlos Debiasi El Correo. Paris le 6-8 juillet 2014

Assassinat d'un responsable du Parti communiste d'Ukraine !

Dans un communiqué de presse, le Parti communiste d'Ukraine informe que « Vyacheslav Mikhalovitch Kovshun 58 ans a été retrouvé mardi 22 juillet, gisant dans une mare de sang, avec des marques de blessures au thorax et aux jambes et de blessures par balle. Il a été torturé à mort. Il se trouvait à un barrage de l'armée ukrainienne près du village de Luzkhi dans l'est du pays.

Vyacheslav Kovshun était responsable de l'organisation du Parti communiste d'Ukraine dans la localité de Glinki et conseiller de la communauté de communes de Kumachovskiy. Il avait reçu plusieurs menaces anticommunistes à son domicile qu'il n'a pas voulu prendre au sérieux.

Ce même 22 juillet, selon la radio gouvernementale, la « Rada », chambre des députés, a adopté un changement rétroactif du règlement intérieur destiné à dissoudre le groupe communiste. Le PCdU avait obtenu 13% des voix aux élections de 2012. Les intimidations et agressions physiques des responsables communistes se multiplient, au sein même de l'Assemblée, venant notamment du Parti néonazi Svoboda, composante du nouveau pouvoir ukrainien.

La dissolution du groupe communiste devrait devenir effective jeudi 23 juillet. Le « président » de la chambre, Turtchinov, s'est réjoui « d'accomplir cette tâche historique » et a déclaré : « il ne reste plus que quelques heures à supporter ce groupe ». En même temps, les lois sont modifiées pour donner un semblant de légalité à l'interdiction totale du Parti communiste d'Ukraine. Il sera probablement interdit pour « activités anti-ukrainiennes » et soutien aux séparatistes de l'est du pays.

La France demande à ses ressortissants de quitter la Libye

Comme plusieurs autres pays européens, la France a demandé dimanche à ses ressortissants de quitter la Libye en raison de la situation qui se dégrade depuis deux semaines dans le pays. La veille, les Etats-Unis avaient déjà évacué le personnel de son ambassade. « Compte tenu de la dégradation de la situation sécuritaire, la France demande à ses ressortissants de quitter la Libye ». C'est le message diffusé dimanche soir sur son site Internet par le ministère des Affaires étrangères. "Tous nos ressortissants sont invités à entrer au plus vite en contact avec notre ambassade à Tripoli", précise le communiqué du ministère français des Affaires étrangères. La France compte moins d'une centaine de citoyens en Libye.

Paris prend la même mesure que d'autres pays européens, dont le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Italie, qui ont eux aussi enjoint un peu plus tôt leurs ressortissants de quitter ce pays. Un convoi de l'ambassade du Royaume-Uni a été attaqué dimanche matin près de Tripoli dans une tentative de vol de voiture qui n'a pas fait de blessé, selon un porte-parole de la mission diplomatique.

97 morts en deux semaines

Les États-Unis ont, quant à eux, évacué samedi sous escorte aérienne tout le personnel diplomatique de leur ambassade en Libye, qui s'était retrouvé pris au milieu de violents combats opposant depuis le 13 juillet des milices rivales sur la route de l'aéroport de Tripoli.



La France demande à ses ressortissants de quitter la Libye. C'est le message diffusé dimanche soir sur son site Internet par le ministère des Affaires étrangères



Un incendie dans un immense dépôt d'hydrocarbures. Il a été déclenché par des combats entre des milices rivales près de l'aéroport de la capitale Libyenne.

Dimanche, des combats faisaient toujours rage autour de l'aéroport de la capitale, fermé depuis le début de ces combats qui ont fait plus de 97 morts et 400 blessés. En plus de l'insécurité, les ressortissants étrangers et les habitants de Tripoli, font face à une dégradation sans précédent des conditions de vie, avec des coupures fréquentes d'électricité et d'eau courante, en plus d'une pénurie de carburant.

Les autorités libyennes n'arrivent pas à contrôler les dizaines de milices qui font la loi dans le pays depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. Les affrontements ont éclaté après une attaque des combattants islamistes et d'ex-rebelles de la ville de Misrata (200 km à l'est de Tripoli) qui tentent de chasser de l'aéroport leurs anciens compagnons d'armes venus de Zenten, considérés comme le bras armé de la mouvance libérale.

Selon des experts libyens, ces combats participent d'une lutte d'influence entre courants politiques, après les législatives du 25 juin. Les libéraux auraient remporté plus de sièges que les islamistes, qui tentent désormais de marquer des points sur le plan militaire. Le nouveau Parlement qui siègera à Benghazi, doit entrer en fonction le 4 août. Mais des incertitudes planent déjà sur la capacité des élus à se réunir au moment où la ville de Benghazi est elle aussi le théâtre d'affrontements quasi-quotidiens.

JDD 27 juillet 2014

Des milliers d'Israéliens manifestent à Tel Aviv contre la guerre à Gaza



Rassemblement le 26 juillet dernier sur la place Rabin dans le centre de Tel Aviv

Autour de 7000 Israéliens ont manifesté samedi 26 juillet contre la guerre à Gaza sous le mot d'ordre : « Assez de morts – La paix maintenant entre Israéliens et Palestiniens ».

Le rassemblement s'est déroulé sur la place Rabin dans le centre de Tel Aviv. Parmi les slogans clamés par les manifestants : « Arrêtez la guerre ! », « Retour des soldats à la maison ! » ou « Juifs et Arabes refusent d'être des ennemis ».

Plusieurs personnalités ont pris la parole dont le député Dov Khenin [de la coalition Hadash], un ancien combattant de l'association « Combattants pour la paix », Yifat Solel, représentant du « forum anti-occupation » du parti Meretz, le professeur Eva, président de l'académie des arts décoratifs Bezalel, Odeh Bisharat, écrivain et ancien secrétaire du Hadash, le docteur Julia Chaitlin, professeur au collège académique Sapir de Sderot, qui habite dans le kibboutz Urim, à proximité de Gaza. Alon-Lee Green, membre du Comité central du Parti communiste d'Israël et responsable syndical, présentait les intervenants.

La chaîne de télévision Channel 2 a remarqué que le parti sioniste de gauche, Meretz et l'association « La Paix maintenant » n'étaient pas présentes en tant que tels. Ben Kfir, du « cercle des parents », dont la fille a été tuée dans un attentat suicide du Hamas en 2003, a également pris la parole. Il a contredit l'affirmation du gouvernement selon laquelle il n'y aurait pas de partenaire avec qui faire la paix parmi les Palestiniens.

Les intervenants ont critiqué l'attitude du gouvernement qui refuse les négociations de paix et qui ne connaît d'autre politique que la guerre. Les manifestants ont réclamé la fin de l'occupation et du siège de Gaza. Ils ont allumé des bougies en mémoire des victimes.

De l'ordre de 300 contre-manifestants d'extrême-droite ont essayé de saboter le rassemblement. Un important cordon de police enserrait la place pour séparer les deux camps. 8 personnes ont été arrêtées. On pouvait lire dans l'appel à la manifestation :

« Samedi, le camp de la paix se rassemble place Rabin. Le tribut payé à la guerre est lourd en vies, en blessures des deux côtés, en destruction et horreur, sous les bombes et les roquettes. Nous réagissons en nous rassemblant et en portant cette exigence : « Arrêtez la guerre maintenant ! ».

« Nous devons arrêter la guerre et entamer les discussions avec les dirigeants palestiniens reconnus de Cisjordanie et de Gaza pour mettre fin à l'occupation et au blocus et pour arriver à l'indépendance et à la justice pour les deux peuples, israélien et palestinien. »

« Au lieu, encore et encore, d'ajouter des guerres et des actions militaires aux guerres et actions militaires, il est temps d'ouvrir la voie au dialogue et à un règlement politique. Il y a une solution politique. Quel prix devrons nous encore payer, population du Sud et de l'ensemble d'Israël, population de Gaza et de Cisjordanie, avant d'arriver à cette solution ? Ensemble, Juifs et Arabes, nous allons surmonter l'occupation et la guerre, la haine et le racisme et nous allons ouvrir un chemin pour la vie et pour l'espoir. »

Solidarité internationale
29 juillet 2014

¡Hasta siempre Comandante!,Chavez pour toujours!

Un rêve aux mains de femmes
(1ère partie)



Hugo Chávez Frías



Des pionnières d'auto-construction au travail

Au beau milieu de la ville de Caracas, sur l'avenue Francisco de Miranda, là, au coin d'une rue et au hasard des regards il est impossible de ne pas voir un immense immeuble. Pour beaucoup, il aurait pu être construit par une entreprise du bâtiment. Mais celui qui s'approche peut constater que c'est un chantier qui est construit à la sueur et par les mains de 200 femmes.

Ce rêve -en passe de devenir réalité- commence avec l'idée de l'une de ces femmes conseillée par la parole d'un homme. Limina Santaella, 33 ans, mère d'une petite fille, raconte comment son père se trouve à l'origine de ce rêve partagé.

Elle raconte que souvent ils voyaient ce terrain vague, plein de décombres ; et une idée a commencé de germer en elle ; elle s'est unie avec des copines qui partageaient son sentiment. Voici huit années que nous avons commencé à réfléchir dans le quartier, nous avons commencé à parcourir toutes les entités gouvernementales et chemin faisant nous avons décidé de réunir davantage de personnes pour qu'elles se joignent à notre lutte.

Pour Limina, c'était seulement le commencement mais tout a trouvé son sens lorsqu'elle a entendu parler du travail d'un campement de pionniers (mouvement social qui encourage l'auto-construction de logements).

Au début, il y avait de nombreux obstacles –raconte-t-elle- mais nous avons insisté et puis, lorsque nous avons obtenu le terrain, nous avons connu d'autres campements. Tout commence à prendre forme et à partir de là démarrent les réunions, le travail bénévole, la création d'une conscience.

S'engager dans l'auto-construction de logements

Limina se souvient de la genèse du projet née de l'intervention d'une compagne d'un campement national qui avait déclaré que si elles n'étaient pas prioritaires sur la liste de remise de logements par le gouvernement, elless étaient disposées à les construire elles-mêmes.

Le président Chávez écouta avec attention, parla du mouvement social, du travail d'auto-construction et cela a éveillé notre intérêt, ce fut le déclic, nous sommes entrées par cette brèche". Le 5 mai 2011 Chávez exproprie le terrain et approuve le financement pour que ces femmes puissent commencer à construire leurs nouveaux logements. C'est à cette date qu'elles décidèrent de se former en campement de pionniers dans le secteur Gran Campo Rico, dont les 11 conseils communaux projettent de se transformer en commune.

Auto-construction ? Ça a été toute une affaire-continue Limina- car le peuple vénézuélien a passé toute sa vie à construire ses maisons, en les construisant pour le privé pour que celui-ci les vendent, et en construisant dans les « barrios » au fur et à mesure de ses possibilités pour y installer sa famille.

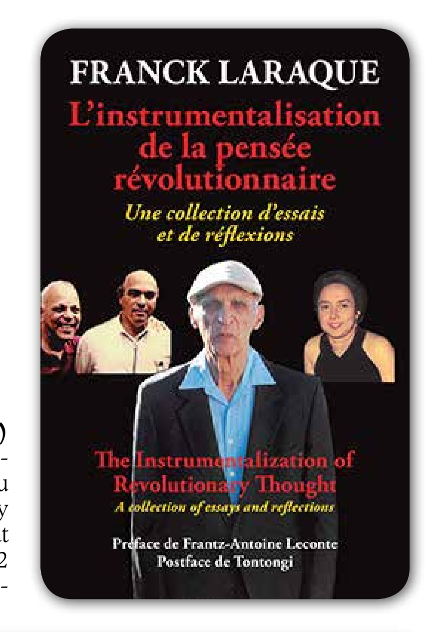
Ils ne devaient pas nécessairement être ingénieurs pour agrandir leur logement, lesquels devenaient souvent petits pour tout ce petit monde. A présent, il leur est devenu possible de construire des immeubles au beau milieu d'une avenue, de construire en temps de révolution.

Lorsqu'on lui demande comment elles construisent une révolution, Limina affirme avec assurance qu'il ne s'agit pas seulement de construire. « Il s'agit de démontrer que la seule façon pour que le peuple vénézuélien comprenne que la politique d'aide du gouvernement nous permet de nous débrouiller, c'est en faisant les choses, il ne s'agit pas qu'on donne tout pour pouvoir valoriser ce que j'ai ».

(à suivre)

Texte : Diana Hernandez / Photos : Sabrina Porras
Traduction : Sylvie Carrasco

Vient de paraître:



Un ouvrage de 560 pages, en partie une
compilation de textes, inédits ou déjà publiés dans différents journaux et médias haïtiens, en partie un conservatoire
écrit de mémoires historiques, en partie
une anthologie d'idées sur comment et
que faire pour résoudre le nœud gordien
haïtien ?
L'instrumentalisation d'une pensée, selon la vision laraquienne de la praxis révolutionnaire, c'est la mise à profit des ressources disponibles—potentielles
et existantes—pour l'exécution des idéaux
de changement.
Le sens de l'idéal, le désir du mieux-être,
même l'aspiration à la justice en
eux-mêmes ne créent pas le changement
révolutionnaire, il faut aussi la pratique
empirique, l'action disciplinée, la mise en œuvre de la modalité exécutionnelle.

(Tontongi)

Ceux et celles intéressés à se procurer l'ouvrage peuvent s'adresser au journal Haïti Liberté au 1583 Albany Avenue, Brooklyn NY 11210, au coût de $25.00. Téléphone (718) 421-0162 pour tous renseignements supplémentaires.

REFLEKSYON!

Tout moun wè ravaj dezinyon
men yo refize fè linyon
lè youn mande l se pa tout bon
chak fo lidè panse
Pati li pi bon.

Youn ap rale kouto sou lòt
y'ap viv tankou band matlòt
lan viv tankou chen ak chat
Peyi a rete lan grif makouchat.

Yo tout di yo pral sove Ayiti
poutan yo pi fò nan grate santi
pandans tan ane ap pase
pitit Peyi a ap trepase.

Nan chanb vlou,
pantouf lan pye
bèl teori sou fèy papye
nan lapratik zero bare
ou di erè, Ou se lenmi jire.

Mwen pap sot kay Jewòm
pou m retounen kay Jewòm
m'ap denonse tout movezè
ki pral prolonje lamizè.

Si nou vle wè Lakay bèl flè
fò n pa chita ap voye flè
ann chare revolisyonè serye
pou n poze akt ki pi serye.

Bon Grenn yo bliye tè nou
pou n panse tout bon Peyi nou
an nou tout gonfle ansanb
pou nou met men ansanb!

Men, si n vle linyon
fò nou sensè
fò nou ka viv tankou frè ak sè
si nou tout gen menm lenmi
pou kisa nou pa ka zanmi?

PAPADOS
(Estrè nan Pataswèl 1987)

CONFESSION D'UN BOURGEOIS

Je me confesse à toi
ô peuple que j'étrangle
De qui l'amitié
M'est éternellement vouée

O Peuple
Je confesse mon envie
De te maintenir dans la misère
Car telle est de ma classe
L'ultime vocation
O Peuple
Je confesse ma gourmandise
Ta sueur, ton sang
bus gloutonnement
Alimentent à bon marché
Mes veines parasites

O Peuple
Je confesse ma colère
Expression de ma peur
De voir tes mains puissantes
Anéantir mon règne

O Peuple
Je confesse ma paresse
Cadeau des grandes puissances
J'importe de longues heures de sommeil
Et exporte tes journées de fatigue

O Peuple
J'ai péché par luxure
En croupissant dans les vices
Je veux faire de ce monde
Un bordel lucratif

O Peuple
Je confesse mon avarice
Péché mignon de ma classe
Attachée sans pudeur
Aux biens qui te reviennent

O Peuple
Je confesse la médisance
De ma presse servile
Qui tue les vérités
Et prône les mensonges

O Peuple
De mes nombreux péchés
Je n'en cite que sept
Je me confesse à toi
Mais ne me repens pas

O Peuple

Que je te hais !

Tony Leroy

Teworism sou nanm moun
(dedikase a Mahmoud Darwish)

Li fè laverite tounen
yon non-di ki sakre
e silans tou yon vèti
kou yon rezon sivik
oubyen fòs brital,
bra dwat enperatif sekirite
ak lòt salopri ak dwolri ki anpeche
lespri layite.

Se rijidite Kosmos la,
moun yo di
Labib te anonse l sa
gen kèk tan de sa
ansanm ak Torah
a, misil yo ak *Iron Dom*,
yon gwo Kouvèti
Fè ki grape wokèt Hamas yo
depi nan syèl ak tout rès yo. M'ap toufe !
M'ap toufe !

Avèk *Batteries Patriots* ou yo ki ka
detounen laterè
avèk tout cha blende
ou yo k'ap kannonnen malè
avèk tout oratè elokan ou genyen nan Harvard
avèk tout dal envètisman ou fè nan
Wall Street ak nan Lond
avèk alyans ou fè ak Sèl Sipèpwisans dimond
ki plane sou tèt nou
kou yon èg andyable
kou yon lonbray
k'ap anglobe n,
fliyid, atmosferik ;
avèk tout michan mèvèy teknolojik
ou yo
k'ap manniganse
tankou kanaval loraj kale ;
avèk tout senpozyòm AIPAC ap layite *
pou ilimine fanatik
ki aklame w kouwè Lapwovidans
avèk fason ou rapyese Gaza kou yon
fwomaj swis
ak dlo ou detounen
sèl bò kote vilaj pa w
avèk tou gran akonplisman ou yo
ansanm ak meday annò ou yo – kou
yon Panoptikon
ki fèmen sou lanmè Mediterane –,
avèk tout bèl lonè desten konble lavi w,
epoutan w'ap tiye timoun inosan
epi kondane anpil vèv nan lapovrete.

Li fè desans tounen yon enkoni
epi konsyans yon bagay ki dwe
entèdi ;
li dikte kouman tout bagay dwe mache
san wetire lagè ak lapè ak rekòmansman lavi,
yon pwosesis pafè kou repetisyon sezon yo,
lopital yo, moun yo koupe manb yo, vilaj
ki peri yo,
sa se yon lòt bagay.
Se lamayòt ! Ilizyon yo !

Li fè sonnen nan zòrèy ou alèt teworis
EIIL ba yo rezon, yo di, **
se pwofesi mounakwaf ki ka gide
chimen w.
Nou ka menm renmen youn ak lòt,
mwen konnen,
men sa se pa ditou yon jwèt, ou konnen ?

Kontanporen m yo fè m wont, yon bann
zonbi granchan
ki lach, yon bann opòtinis sou granri,
yon bann alyene yo kondisyone ak
nanm yo sekirize ;
ou kite yo fè disparèt ti fi n yo, ou kite yo
vyole yo, ou kite yo vann yo,
ou pretann kondane avanti malsite W.
Bush ann Irak
epi ou konplimante pak Obama-Nantanayu sou Gaza.
Ou fè laperèz tounen yon woutin kotidyen
ki pa deranje pèsonn sètènman pa
machann zam yo
ni McDonald nan kwen an *of course not.*

Li fè de ou yon repòtè lach nan CNN
yon konplis MSNBC
ki kondane Rula Jebreal
paske li di tou wo sa tout moun di tou ba ; ***
li fè de ou yon fo fonksyonè netr Leta
li retounen w nan eta imanite pirifye,
chè kadav chaje kras k'ap viv pou moman an
li retounen w nan eta sanitè sen
ki refize kontaminasyon pa lakonesans.

Avèk menas anviwonnman, risk nan travay,
san konte chatiman esklizyon,
kontanplasyon lanfè malere sanzabri,
reflèks la dewoule pou kont li,
ou vin gen twòp bagay pou w pèdi dezòmè.

Ah ! Timoun yo ki pa sot nan lakretyennte,
se pou lanmò yo sèvi pou viktwa sou
teworis lokal,
ou bay tèt ou jistifikasyon ki obeyi
règ yo,
malfezans prezante kou yon pati byenfezans
– epi yo fèmen deba a, an n pale de Ukrènn
oubyen de Koup Dimond lan. Nou bezwen amizman
ak divètisman pou rann pwòp avèglri
nou tolerab.

Tout bagay byen anba solèy la
jiska lòt randevou a

ak Gaza,
yon Gaza ki endiye pou baboukèt yo ba li,
endiye pou move sò yo bay yon pèp onorab,
endiye pou ipokrizi Gran Dominan yo pou lojik akomodasyon mechanste zanmi yo
ak alye yo ki gen viktwa nan lagè y'ap mennen
sou yon bann nanm nan prizon k'ap soufwi
Anderson Cooper ka iyore avèk tout vèti li,
outraj la selektif, ou konnen, paske se Gaza,
Gaza rebèl, Gaza ki refize mouri an silans.

- **Tontongi**, 25 jiyè 2014.

* AIPAC : Akwonim pou ***American Israel Public Affairs Committee*** . Yon group militan (lobby) ki sipòte Izrayèl.

** EIIL : Akwonim fransè *État islamique en Irak et au Levant*, yon gwoup sounit djiyadis ann Irak.

*** CNN ak MSNBC (akwonim anglè *Cable News Network* ak *Microsoft National Broadcasting Company*, rezo televizyon kab Ozetazini. MSNBC mande Rula Jebreal pou l pa retounen kòm kontribitè apre li kritike patipri pro-Izrayelyen medya etazinyen yo nan yon pwogram televizyon jou 21 jiyè 2014. Pat gen pèsonn, kit nan pèsonèl yo kit nan estaf ki pwoteste kont vyolasyon libète laprès sila a).

Suite de la page (12)

le miracle grâce auquel il est toujours en vie alors que tant de ses voisins sont morts et enterrés sous les décombres. Son visage devient alors tendu lorsqu'il sent l'odeur des cadavres tout autour.

La famille d'Abu Hussein a dû se séparer, les uns s'installant dans le parc et d'autres dans l'école de l'UNRWA ou chez des parents. Il est l'un des 170 000 habitants de la bande de Gaza forcés de fuir leurs foyers à cause des bombardements par Israël. Un bébé dans le parc pleure parce qu'il a faim et peut-être aussi pour être changé ; mais il n'y a plus rien pour lui car la maison d'Abu Hussein ainsi que tout son contenu ont été détruits et brûlés. Avançant le long de la rue Nazaz dans la ville de Gaza, les gens savent que la trêve de 12 heures est cruciale pour retrouver des parents et prendre autant de fournitures de base que possible avant qu'Israël n'attaque à nouveau.

Le cessez-le feu a totalement révélé l'étendue des destructions causées par 19 jours de bombardements israéliens. Le bombardement le plus lourd étant ici dans Shejaiya, quand les frappes israéliennes ont fait des centaines de tués et de blessés.

Alors que les équipes d'ambulanciers et de secours continuent leur travail de récupération, les amis, voisins, et collègues des victimes utilisent cette interruption de 12 heures pour regarder qui ils peuvent retrouver. Plus de 150 corps ont été tirés des décombres, portant le nombre de morts à Gaza à 1015.

Quand Abu Hussein retrouve enfin ce qu'il pense avoir été son domicile, il tombe en état de choc. Il dit ce que c'est comme un ouragan provoqué par les Israéliens. Il n'a reçu aucun avertissement d'Israël avant l'attentat. C'est juste arrivé.

Maintenant, les cadavres sont sous les immeubles et les services de santé sont appelés en toute première priorité à nettoyer ce qui est possible, de manière à éviter que la crise humanitaire et la catastrophe humaine ne s'aggravent. Cependant, pour Abu Hussein, il n'a plus grand-chose, pas même une pièce d'identité qu'il puisse utiliser pour prouver qu'il a une fois vécu ici.

Telle est la réalité immédiate, il ne peut pas la changer - son héritage est une maison en ruines et sa famille est sans-abri. Beaucoup d'autres autour de lui doivent faire face à la même horreur et s'en arranger de la meilleure façon possible. « Il y a des matelas que mes enfants utilisaient pour dormir », dit un voisin d'Abou Hussein.

« Mais chaque fois que nous les Palestiniens sommes martyrisés, nous nous rétablissons nous-mêmes, sous l'occupation israélienne, et nous continuons à vivre du mieux que nous pouvons. Cette fois, la Résistance est forte et nous devons nous appuyer sur elle au lieu de compter sur les dirigeants d'un monde bancal. »

Beaucoup de gens pleurent autour de lui tandis que d'autres s'effondrent après avoir vu des corps tirés doucement des décombres, pulvérisés au-delà de toute reconnaissance possible.

Un voisin d'Abou Hussein nous dit : « Les maisons peuvent être reconstruites, si Israël permet que les matériaux de construction entrent dans la bande de Gaza ». Mais il ne s'attend pas à ce que cela se produise.

« Si nous pouvions transformer les os de notre corps en ponts vers notre liberté, nous le ferions pour échapper à ce funeste siège israélien. »

* Mohammed Omer est un journaliste palestino-néerlandais renommé, basé à Gaza.

Middle East Eye 27 juillet 2014
Traduction - Claude Zurbach
Info-Palestine 27 juillet 2014

Conférence sur l'Immigration

Le **dimanche 3 Août 2014**, au local du journal Haiti Liberté 1583 Albany Ave, le Club des Amis d'Haiti Liberté (CAHL) invite la Communauté à venir assister à une « Conférence sur l'immigration » présentée par l'avocat américain Dennis Mulligan, un expert en la matière, qui s'entretiendra et répondra sur les points suivants :

1- La réforme de l'immigration (Président Obama)
2- Comment obtenir une résidence aux Etats Unis d'Amérique
3- Obtenir la citoyenneté américaine
4- Le TPS (Statut temporaire)
5- L'importance du renouvellement de la carte de résidence (Green Card)
6- Comment on peut perdre son statut de résident ainsi que la citoyenneté américaine et tout autre question relevant de l'Immigration.

Retenez bien la date :
Dimanche 3 août 2014 au
1583 Albany Avenue
de 6hres à 9hres du soir.
Information : 718-421-0162
Entrée Libre

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

AUCTIONS
Buy or sell at AARauctions.com. Contents of homes, businesses, vehicles and real estate. Bid NOW! AARauctions.com Lights, Camera, Auction. No longer the best kept secret.

AUTO DONATIONS
Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (855) 376-9474

EDUCATION
HIGH SCHOOL DIPLOMA FROM HOME. 6-8 weeks. ACCREDITED. Get a Diploma! Get A Job! No Computer Needed. FREE Brochure. 1-800-264-8330. Benjamin Franklin HS www.diplomafromhome.com

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. George Town Car Service, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031.

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. ALPHA CAR SERVICE, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

HELP WANTED
Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED
AIRLINE CAREERS begin here Get FAA approved Aviation Maintenance Technician training. Financial aid for qualified students – Housing available. Job placement assistance. Call AIM 866-296-7093.

HELP WANTED
$8,000 COMPENSATION. EGG DONORS NEEDED. Women 21-31. Help Couples Become Families using Physicians from the BEST DOCTOR'S LIST. Personalized Care. 100% Confidential. 1-877-9-DONATE; 1-877-936-6283; www.longislandivf.com

LAND FOR SALE
BANK ORDERED SALE. Up to 10 acres from $69,900. Beautiful Bethel NY. Near Woodstock Site. 85 miles from Manhattan. Assorted Hardwoods, approved building site, underground utilities, across from lake. Walk to Performing Arts Center, Financing. Call (877)836-1820.

LAND FOR SALE
LENDER ORDERED FARM SALE! Aug 2nd- 9am! 12 acres Stream - $39,900 17 acres 30 Mile View - $44,900. 10 tracts avail! Half market prices! 3 hrs NY City. EZ terms! Call: 888-905-8847 Newyorklandandlakes.com

LOTS & ACREAGE
WATERFRONT LOTS-Virginia's Eastern Shore. Was 325K Now from $65,000-Community Center/Pool. 1acre+ lots, Bay & Ocean Access, Great Fishing, Crabbing, Kayaking. Custom Homes. www.oldemillpointe.com 757-824-0808

PERSONAL
Haitian man seeking Haitian woman age 25-40 in NY. Start with friendship leading maybe to love. Must be educated & speak English or Kreyòl. Jean Vicor 347-379-5765.

REAL ESTATE
Sebastian, Florida. Beautiful 55+ manufactured home community. 4.4 miles to the beach, Close to riverfront district. Pre-owned homes starting at $35,000. New models available. 772-581-0080, www.beach-cove.com

VACATION RENTALS
OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED
CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NY 1-800-959-3419.





Joao Saldanha, un militant communiste !

La coupe du monde vient de se terminer pour le Brésil sur fond de contestation sociale en dehors du terrain, d'humiliation sur le terrain. L'occasion de revenir sur une histoire méconnue : celle de la rencontre d'un militant communiste avec la plus grande seleção de tous les temps. Ce militant communiste a entraîné la plus grande sélection brésilienne de football de l'histoire, c'était en 1970 ..., son nom est Elza Jobim Saldanha Milliet dit Joao Saldanha.

Qui connaît Joao Saldanha ? Ce nom est connu de tous les passionnés de football de plus de 35 ans. Pendant près de 30 ans, il fut la voix du football au Brésil sur les radios, dans la presse écrite mais aussi un éphémère et brillant entraîneur. Joao Saldanha est d'abord un joueur de football à la carrière et la jambe brisées, à la fin des années 1930 dans le club Carioca (de Rio de Janeiro) de Botafogo. Il retrouvera le club de Botafogo comme entraîneur en 1957 et, sans la moindre expérience jusque-là, il remporte le championnat de Rio.

« Jean sans peur » : le journaliste le plus adulé et craint du pays

Saldanha change donc de vocation. Après des études de droit puis de journalisme, il devient chroniqueur sportif en 1960, devenant le journaliste le plus populaire du pays, présent sur les ondes de Radio Nacional, Globo, dans les quotidiens nationaux Última Hora, O Globo, Jornal do Brasil. Sa popularité, Saldanha le doit à son ton sans concession à l'antenne, critiquant ouvertement joueurs, entraîneurs mais aussi dirigeants.

Sa verve, son franc-parler lui ont valu le surnom de « Jean sans peur » tant ses expressions, non exemptes de critique sociale durant la période de la dictature, pénétraient l'imaginaire populaire comme « si on gagnait des matchs par la concentration (de joueurs/en formant un bloc compact), c'est l'équipe des prisonniers qui serait championne ! ».

Saldanha était en effet un apôtre du beau jeu, construite autour d'une organisation rigoureuse, mettant les individualités au service du collectif.

Un journaliste communiste à la tête de la Seleção !

Après le fiasco de la Coupe du monde 1966, la Confédération de football brésilienne (CFB) décide de mettre son pire détracteur à la tête de la sélection : le journaliste sportif Joao Saldanha !

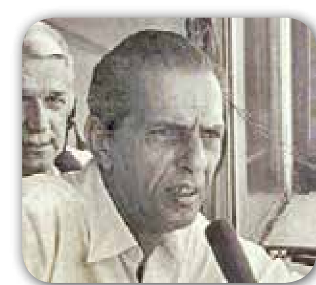
Nul doute que le machiavélique homme de pouvoir Joao Havelange – plus tard président corrompu de la FIFA – avait comme idée de se mettre dans la poche le milieu critique des journalistes, le peuple dont Saldanha était la voix.

Mais c'était un pari risqué car Saldanha était aussi un militant communiste du PCB depuis ses années universitaires, qui se revendiquait comme tel, qui utilisait sa tribune médiatique pour exprimer son opposition à la dictature qui s'était imposée à partir de 1964.

Sur le terrain, ce fut un triomphe. Son 4-2-4 au jeu chatoyant, renouant avec le schéma de l'épopée de 1958 parvenait à une alchimie rare avec un quatuor offensif de rêve : Jairzinho, Tostao, Rivelino et Pelé bien sûr.



Joao Saldanha ce militant communiste connu de tous les passionnés de football de plus de 35 ans



Le journaliste sportif Joao Saldanha

Le dictateur obtient la tête de Saldanha

Le Brésil remporte tous ses matchs de qualification pour la Coupe du monde 1970 avec Saldanha comme sélectionneur, avec des démonstrations en particulier contre le Paraguay ou le Vénézuela, contre lequel le Brésil passe six buts. Le peuple brésilien loue la renaissance de la Selecao de Saldanha, une équipe qu'il a même qualifié des « bêtes de Saldanha ». En effet, Saldanha avait annoncé dès sa nomination son intention de ne « convoquer que des bêtes » !

Mais l'idylle va tourner court. Saldanha agace jusqu'au Président de la République, le dictateur et général Emilio Médici, inquiet de l'influence de ce communiste à ce poste sensible. Médici prend comme prétexte la non-sélection de la star de l'Atlético Mineiro Dario Maravilha. Saldanha ne bouge pas de sa position : « C'est un bon joueur, mais pas assez pour mon équipe (...) Si j'accepte Dario, c'est une humiliation, je ne vais pas me laisser humilier ».

La tension monte, et Saldanha sort de sa tannière. Il refuse de rencontrer le dictateur à Porto Alegre, sur invitation de la Fédération de football et se justifie dans la presse : « Je n'aurais aucun plaisir à serrer la main d'un homme qui a tué plusieurs de mes amis. Je ne sais pas si c'est lui qui a donné l'ordre ou s'il a laissé faire. Ce qui est sûr, c'est que plus de 300 personnes sont mortes sous ce gouvernement, le plus assassin de l'histoire du Brésil ».

Saldanha ne survivra pas à cette sortie saignante. La décision de sa démission dépassa le cadre de la Fédération, et est discuté à la tête du régime. La junte préfère se séparer de ce communiste bien dérangeant, et fait pression sur la Fédération qui nomme Mario Zagallo à sa place. Zagallo récupère les « bêtes de Saldanha » et gagne avec cette équipe extraordinaire la troisième coupe du monde du Brésil, aux yeux de beaucoup d'observateurs, la plus belle remportée par la Selecao.



De gauche à droite Gerson, Pelé et l'entraîneur Joao Saldanha qui était en effet un apôtre du beau jeu, construite autour d'une organisation rigoureuse, mettant les individualités au service du collectif



Une statue a été érigée en l'honneur de Saldanha au Brésil ; ici des personnalités du pays parmi lesquelles l'ex-président Lula (à droite) sont venues pour lui rendre hommage

Saldanha a continué sa carrière de journaliste, critique de plus en plus acerbe de la professionnalisation, marchandisation du football mais aussi du caractère de plus en plus conservateur, défensif mais aussi individualiste du jeu brésilien.

Il resta fidèle jusqu'à la fin de sa vie à son militantisme communiste, lui qui fut dans les années 1940-1950 un cadre du Parti dans la clandestinité, aidant à l'organisation d'une guérilla paysanne dans l'Etat du Parana entre 1947 et 1951, écrivant dans la presse clandestine du parti.

Saldanha est mort en 1990, à Rome, en commentant la Coupe du monde en Italie. Avec Oscar Niemeyer, il reste aux yeux des brésiliens le plus célèbre des communistes du pays, le plus aimé également.

Solidarite-internationale
19 juillet 2014